

ACTUALITÉ

DES PROCÉDURES COLLECTIVES

CIVILES ET COMMERCIALES

Supplément au N° 20, 18 décembre 2015

BIMENSUEL - ISSN 1286-4552

Jocelyne VALLANSAN
Professeur

Pierre CAGNOLI
Maître de conférences

Laurence FIN-LANGER
Maître de conférences

Et le Centre de recherche
en droit privé de l'Université
de Caen

TABLES ANNUELLES 2015

Table des auteurs	<i>(page 1)</i>
Index alphabétique général	<i>(page 4)</i>
Table chronologique de jurisprudence	<i>(page 15)</i>
Table chronologique des textes	<i>(page 22)</i>

Récapitulatif par numéro

n° 1 - 16 janvier 2015.....	comm. 1 à 15
n° 2 - 30 janvier 2015	comm. 16 à 33
n° 3 - 13 février 2015.....	comm. 34 à 49
n° 4 - 27 février 2015.....	comm. 50 à 65
n° 5 - 13 mars 2015.....	comm. 66 à 80
n° 6 - 27 mars 2015.....	comm. 81 à 94
n° 7 - 10 avril 2015.....	comm. 95 à 115
n° 8 - 24 avril 2015.....	comm. 116 à 130
n° 9 - 14 mai 2015	comm. 131 à 144
n° 10 - 5 juin 2015	comm. 145 à 164
n° 11 - 26 juin 2015	comm. 165 à 183
n° 12 - 10 juillet 2015.....	comm. 184 à 199
n° 13 - 31 juillet 2015.....	comm. 200 à 215
n° 14 - 18 septembre 2015	comm. 216 à 235
n° 15 - 2 octobre 2015.....	comm. 236 à 248
n° 16 - 16 octobre 2015.....	comm. 249 à 262
n° 17 - 30 octobre 2015.....	comm. 263 à 277
n° 18 - 13 novembre 2015	comm. 278 à 291
n° 19 - 27 novembre 2015	comm. 292 à 306
n° 20 - 18 décembre 2015	comm. 307 à 319

LexisNexis SA
141, rue de Javel - 75747 Paris Cedex 15
Tél. : 0 821 200 700
(0,112 € puis 0,09 €/min à partir d'un poste fixe
www.lexisnexus.fr
SA au capital de 1 584 000 €
552 029 431 RCS Paris

Président-Directeur Général et
Directeur de la publication :
Philippe Carillon
Directeur éditorial :
Caroline Sordet

Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
marie-france.bonneau@lexisnexus.fr
Secrétaire d'édition :
Isabelle Adam Sadki
isabelle.adam@lexisnexus.fr

ABONNEMENT ANNUEL 2015
France métropolitaine : 199,10 € TTC
Commission paritaire n° 0217180326
Evoluprint - Parc industriel Euronord,
10 rue du Parc, 31150 Bruguères -
Dépôt légal à parution
n° Impri. 5494 - n° Édité. 5497.

Pierre CAGNOLI, Professeur

- Comment sanctionner l'irrégularité de l'avertissement d'avoir à déclarer sa créance, adressé par le mandataire judiciaire au créancier publié ? La Cour de cassation donne le mode d'emploi (*Créances antérieures - Déclaration - Avertissement*) **alerte 68** (n° 5 – 13 mars)
- L'effet interruptif de prescription, lié aux déclarations de créances, perdue en cas d'annulation de la procédure collective (*Créances antérieures - Déclaration - Prescription*) **alerte 69** (n° 5 – 13 mars)
- La prolongation exceptionnelle de la période d'observation doit être strictement encadrée (*Période d'observation - Renouvellement*) **alerte 85** (n° 6 – 27 mars)
- La notification des ordonnances du juge-commissaire peut être faite à l'initiative des parties (*Procédure - Revendications*) **alerte 93** (n° 6 – 27 mars)
- En cas de liquidation judiciaire, le syndicat des copropriétaires est primé par le créancier hypothécaire, pour les charges nées au cours de la procédure de collective (*Liquidation judiciaire - Répartitions*) **alerte 142** (n° 9 – 14 mai)
- L'existence d'une instance en cours, même radiée, prive le juge-commissaire de son pouvoir juridictionnel, qu'il pourrait cependant retrouver en cas de péremption de l'instance (*Procédure*) **alerte 144** (n° 9 – 14 mai)
- Le recours à un technicien, pour la mise en place d'une data-room, doit être préalablement autorisé par le juge-commissaire (*Plans - Élaboration - Recours à un technicien*) **alerte 207** (n° 13 – 31 juill.)
- Le droit d'interjeter appel d'un jugement dans le cadre d'une instance en cours est un droit propre au débiteur (*Créances antérieures - Instances en cours - Dessaisissement*) **alerte 256** (n° 16 – 16 oct.)
- La constatation de la bonne fin du plan est susceptible de tierce opposition (*Voies de recours*) **alerte 262** (n° 16 – 16 oct.)
- L'insolvabilité notoire s'apprécie utilement en observant le comportement des créanciers (*Faillite civile - Alsace-Moselle*) **alerte 280** (n° 18 – 13 nov.)
- La commission nationale d'inscription et de discipline des administrateurs judiciaires et la commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires sont fusionnées (*Mandataires de justice*) **alerte 291** (n° 18 – 13 nov.)
- Ne peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation immédiat l'arrêt de cour d'appel, qui confirme le jugement d'un tribunal retenant sa saisine au titre de l'article 47 CPC (*Voies de recours*) **alerte 306** (n° 19 – 27 nov.)

Agnès CERF-HOLLENDER, maître de conférences HDR

- L'article L. 624-5 du Code de commerce, dans sa version antérieure à la loi de sauvegarde, mais encore applicable en Polynésie française, qui permet d'ouvrir un redressement ou une liquidation judiciaire contre le dirigeant à titre de sanction n'est que partiellement anticonstitutionnel (*Procédure à titre de sanction*) **alerte 299** (n° 19 – 27 nov.)

Thibault DOUVILLE, maître de conférences en droit privé à la faculté de droit de Caen, Institut Demolombe (EA 967)

- Conséquences en droit des procédures collectives de l'absence de fongibilité des articles d'un compte-titres et d'un compte courant (*Compensation*) **alerte 38** (n° 3 – 13 févr.)
- Rupture abusive des concours bancaires : demande de remboursement de la banque et moyen de défense de la caution (*Caution*) **alerte 139** (n° 9 – 14 mai)

Laurence FIN-LANGER, Professeur

- Enfin un aménagement opportun et réaliste au régime des salariés en arrêt maladie en cas de liquidation judiciaire ! (*Licenciement économique*) **alerte 25** (n° 2 – 30 janv.)
- Le liquidateur ne peut invoquer la gestion d'affaires pour faire supporter au revendiquant les frais de gardiennage engagés dans l'attente de l'action en revendication (*Revendications*) **alerte 45** (n° 3 – 13 févr.)
- Les nouveaux plafonds de garantie de l'AGS ne s'appliquent qu'aux créances nées après le 29 juillet 2003 (*Créances salariales*) **alerte 125** (n° 8 – 24 avr.)
- La formation de référé du conseil des prud'hommes est compétente pour accorder des provisions à un salarié mais à quelles conditions ? (*Créances salariales*) **alerte 126** (n° 8 – 24 avr.)
- Des exigences de l'obligation de reclassement revues à la baisse (*Licenciement économique*) **alerte 190** (n° 12 – 10 juill.)
- L'obligation de reclassement conventionnelle ne s'impose que sous certaines conditions ! (*Licenciement économique*) **alerte 191** (n° 12 – 10 juill.)
- Une obligation de reclassement au périmètre amoindri par la loi Macron (*Obligation de reclassement*) **alerte 228** (n° 14 – 18 sept.)
- Des PSE sécurisés encore un peu plus (*Plan de sauvegarde de l'emploi*) **alerte 229** (n° 14 – 18 sept.)
- Confirmation de la garantie de l'AGS pour les créances antérieures au jugement de liquidation... prononcée avec la résiliation d'un plan de sauvegarde (AGS) **alerte 273** (n° 17 – 30 oct.)
- Le droit pour le CHSCT d'être consulté en cas de procédure de licenciement économique : un droit purement théorique ? (*Licenciement économique*) **alerte 311** (n° 20 – 18 déc.)
- Inapplicabilité manifeste d'une clause compromissaire dans un litige en nullité de période suspecte (*Compétence*) **alerte 319** (n° 20 – 18 déc.)

Natalie FRICERO, professeur à l'université de Nice (CERDP), directeur de l'IEJ

- Suspicion légitime : la demande de renvoi doit être formée dès que les causes sont connues (*Impartialité*) **repère 145** (n° 10 – 5 juin)

Stéphane GORRIAS, mandataire judiciaire, SCP BTSG

- Dématérialisation des actes de procédure dans les procédures collectives (*Dématérialisation des procédures collectives*) **repère 249** (n° 16 – 16 oct.)

Laurence-Caroline HENRY, professeur, université de Nice Sophia Antipolis, CERDP (EA 1201)

- Le règlement européen insolvabilité (REI) nouveau est arrivé ! (*Règlement [CE] n° 1346/2000*) **repère 16** (n° 2 – 30 janv.)

Gérard JAZOTTES, professeur, université Toulouse I Capitole, Centre de droit des affaires

- Le créancier impayé au terme d'un plan non résolu recouvre son droit de poursuite (*Plan*) **repère 131** (n° 9 – 14 mai)

Maud LAROCHE, professeur à l'université de Rouen, CUREJ (EA 4703)

- Réserve de propriété sur réserve de propriété vaut... trop ! (*Clause de réserve de propriété*) **repère 307** (n° 20 – 18 déc.)

Thierry LE BARS, professeur, membre de l'Institut Demolombe (EA 967), doyen de la faculté de droit de Caen

- Le Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions peut se prévaloir de

l'exclusion prévue à l'article L. 333-1, 2° du Code de la consommation, qui dispose que les réparations pécuniaires allouées aux victimes dans le cadre d'une condamnation pénale sont, sauf accord du créancier, exclues de toute remise et de tout rééchelonnement ou effacement (*Surendettement - Créances protégées*) **alerte 201** (n° 13 – 31 juill.)

Dominique LEGEAIS, professeur à l'université René Descartes, université Sorbonne Paris-Cité, directeur du CEDAG

• Déclaration et admission d'une créance garantie par une cession Dailly (*Cession de créances professionnelles*) **repère 216** (n° 14 – 18 sept.)

Véronique LEGRAND, maître de conférences HDR, université de Caen Basse-Normandie, CRDP

• Procédure principale et procédures secondaires (ré)conciliées par le nouveau règlement insolvabilité ? (*Procédure d'insolvabilité*) **alerte 32** (n° 2 – 30 janv.)

• La juridiction saisie d'une procédure d'insolvabilité principale, est compétente pour statuer sur une action dirigée contre le gérant de la société débitrice, domicilié en Suisse (*Procédure d'insolvabilité*) **alerte 79** (n° 5 – 13 mars)

• Déclaration notariée d'insaisissabilité : l'entrepreneur a-t-il tous les droits ? (*Déclaration notariée d'insaisissabilité*) **alerte 119** (n° 8 – 24 avr.)

• Extension du champ d'application du règlement « Insolvabilité » : la CJUE persiste (*Règlement Insolvabilité*) **alerte 185** (n° 12 – 10 juill.)

• L'insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur individuel (*Liquidation judiciaire*) **alerte 232** (n° 14 – 18 sept.)

• En matière de surendettement, le juge d'instance ne peut connaître d'une demande de restitution formulée au titre d'une clause de réserve de propriété (*Surendettement - Compétence du juge d'instance*) **alerte 250** (n° 16 – 16 oct.)

François-Xavier LUCAS, professeur à l'École de droit de la Sorbonne - université Paris 1

• Recevabilité de l'action de salariés licenciés en réparation du préjudice causé par un crédit abusif (*Responsabilité du banquier*) **repère 184** (n° 12 – 10 juill.)

Véronique MARTINEAU-BOURGNINAUD, maître de conférences à la faculté de droit de Nantes

• La créance d'honoraire de résultat naît à la date de l'exécution de la prestation caractéristique (*Contrat en cours*) **repère 116** (n° 8 – 24 avr.)

Thomas MASTRULLO, maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne (université Paris 1)

• Action révocatoire : précisions sur la loi applicable (*Procédure d'insolvabilité*) **repère 236** (n° 15 – 2 oct.)

Thierry MÉTEYÉ, Directeur de la Délégation Unedic AGS

• La Cour de cassation garante de l'équilibre entre droits des salariés et charges des entreprises (*Garantie des salaires*) **repère 34** (n° 3 – 13 févr.)

Marie-Hélène MONSÉRIÉ-BON, professeur université Toulouse 1 Capitole, Centre de droit des affaires

• L'article L. 631-19-1 du Code de commerce : un passage réussi au tamis de la QPC ! (*Plan de redressement*) **repère 278** (n° 18 – 13 nov.)

Jean-Christophe PAGNUCCO, Professeur

• La société créancière n'est pas dissoute tant que sa prorogation a été décidée avant l'expiration du terme (*Déclaration de créance - Qualité de créancier - Dissolution de la société*) **alerte 239** (n° 15 – 2 oct.)

• Les doutes sur le préjudice personnel du dirigeant-associé d'une société en liquidation victime d'actes de concurrence déloyale (*Dirigeant-associé*) **alerte 287** (n° 18 – 13 nov.)

Irina PARACHKÉVOVA, professeur à l'université de Nice Sophia Antipolis, (GREDEG-CREDECO, CNRS UMR 7321)

• La perte de la qualité d'associé en liquidation judiciaire ne peut être antérieure au remboursement de la valeur de ses droits sociaux (*Société civile*) **repère 165** (n° 11 – 26 juin)

Angie PEDEMONS, ATER en droit privé à l'université de Caen

• Procédures collectives, clause résolutoire et indemnité d'occupation : des précisions bienvenues (*Arrêt des poursuites*) **alerte 153** (n° 10 – 5 juin)

Angie PÉDEMONS, ATER en droit privé à l'université de Caen

• La sanction du non-respect de la répartition des pouvoirs entre le débiteur et l'administrateur : encore et toujours l'inopposabilité ! (*Administration de l'entreprise*) **alerte 4** (n° 1 – 16 janv.)

Françoise PÉROCHON, professeur à la faculté de droit de Montpellier, membre du Laboratoire de droit privé et du Labex Entreprendre UM1

• Non à la clôture pour durée excessive de la procédure... (*Liquidation des biens*) **repère 1** (n° 1 – 16 janv.)

Florent PETIT, maître de conférences à l'université de Caen Basse-Normandie, membre du CRDP

• Si la créance de réparation des locaux qui naît au jour où les dégradations ont eu lieu doit être déclarée, l'indemnité d'occupation postérieure, contrepartie de la prestation doit être payée à échéance, non l'indemnité de perte d'une chance de location, qui n'est pas utile à la procédure (*Bail d'exploitation en cours*) **alerte 9** (n° 1 – 16 janv.)

• Le loueur de fonds de commerce, non radié du RCS, est inéligible aux procédures de surendettement (*Surendettement - Personnes éligibles*) **alerte 83** (n° 6 – 27 mars)

Gilles RAOUL-CORMEIL, maître de conférences HDR

• Le gage commercial est encore un contrat consensuel (*Créances antérieures*) **alerte 96** (n° 7 – 10 avr.)

Florence REILLE, maître de conférences à l'université de Toulon, membre du CDPC Jean-Claude Escarras (UMR-CNRS 7318)

• Résiliation de plein droit des contrats en cours : des précisions bienvenues (*Contrat en cours*) **repère 95** (n° 7 – 10 avr.)

Blandine ROLLAND, maître de conférences (HDR) à l'université Jean-Moulin Lyon 3, membre de l'Équipe de droit privé (EA 3707)

• Reprise d'une procédure par le commissaire à l'exécution du plan (*Procédure*) **repère 50** (n° 4 – 27 févr.)

Corinne SAINT-ALARY-HOUIN, professeur à l'université Toulouse 1 - Capitole

• La créance de recours en contribution naît de l'action en paiement ! (*Date de naissance des créances*) **repère 292** (n° 19 – 27 nov.)

Bernard SAINTOURENS, professeur à l'université Montesquieu-Bordeaux IV, Institut de recherche en droit des affaires et du patrimoine - IRDAP

• Mandat ad hoc : confidentialité et liberté (*Mandat ad hoc*) **repère 263** (n° 17 – 30 oct.)

Odile SALVAT, professeur de droit privé à l'université de Caen

• Le paiement par contribution des créanciers hypothécaires de même rang (*Répartition*) **alerte 179** (n° 11 – 26 juin)

Olivier STAES, maître de conférences à l'université de Toulouse I Capitole, membre du CDA

• Appel-nullité du comité d'entreprise, partie au jugement adoptant le plan de cession (*Plan de cession*) **repère 81** (n° 6 – 27 mars)

- L'action paulienne du liquidateur ne relève pas de la compétence du tribunal de la procédure (*Action paulienne*) **repère 200** (n° 13 – 31 juill.)

Julien THÉRON, maître de conférences à l'université de Toulouse I

- Précisions quant aux pouvoirs du juge-commissaire en matière d'admission des créances (*Juge-commissaire*) **repère 66** (n° 5 – 13 mars)

Mathieu THIBERGE, maître de conférences

- Associé en participation n'est pas caution (et vice-versa) (*Déclaration des créances*) **alerte 52** (n° 4 – 27 févr.)
- Le bénéfice des remises de dette prévues par le plan n'est acquis définitivement qu'au débiteur qui a respecté les échéances (*Plan de sauvegarde*) **alerte 274** (n° 17 – 30 oct.)

Jocelyne VALLANSAN, professeur, conseiller à la Cour de cassation

- La connaissance de l'état de cessation des paiements par l'huissier qui instrumente les voies d'exécution contre le débiteur ne fait pas présumer une connaissance personnelle de cet état par le créancier lui-même (*Période suspecte - Nullité facultative*) **alerte 10** (n° 1 – 16 janv.)
- Seuls les entrepreneurs individuels bénéficient du rétablissement professionnel (*Clôture de la procédure*) **alerte 29** (n° 2 – 30 janv.)
- Un ancien dirigeant peut-il, après clôture de la liquidation judiciaire agir en recouvrement de créances antérieures à l'ouverture de la procédure (*Clôture de la procédure*) **alerte 60** (n° 4 – 27 févr.)
- Du rôle croissant de la date de cessation des paiements indiquée dans le dispositif du jugement d'ouverture (et éventuellement publiée au BODACC) (*Voies de recours*) **alerte 64** (n° 4 – 27 févr.)

- L'incorporation du bien revendiqué dans un immeuble est soumis au régime ordinaire de la revendication des biens meubles (*Revendication*) **alerte 100** (n° 7 – 10 avr.)

- L'insuffisance des apports à une société, lors de sa constitution, ne constitue pas une faute de gestion (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 107** (n° 7 – 10 avr.)

- Le rôle de l'accord de moratoire dans la connaissance de l'état de cessation des paiements (*Nullités de la période suspecte*) **alerte 154** (n° 10 – 5 juin)

- Toute contestation en appel est autorisée, quel qu'en soit l'objet, dès lors que la discussion a été ouverte devant le juge-commissaire (*Voies de recours*) **alerte 164** (n° 10 – 5 juin)

- La créance d'un co-indivisaire qui résulte de la gestion d'un bien indivis n'a pas à être déclarée (*Déclaration de créance - Indivision*) **alerte 167** (n° 11 – 26 juin)

- Lorsque la caution est condamnée alors qu'un plan de sauvegarde est arrêté, les condamnations deviennent exécutoires au fur et à mesure des échéances du plan (*Caution*) **alerte 176** (n° 11 – 26 juin)

- La modification du plan peut-elle passer par la transformation en EIRL ? (*Plan de redressement - Modification*) **alerte 208** (n° 13 – 31 juill.)

- L'ouverture d'une procédure collective ne fait pas perdre à la transaction l'autorité de la chose jugée que lui attribue la loi (*Contrats en cours*) **alerte 244** (n° 15 – 2 oct.)

- Quelles possibilités d'actions en responsabilité contre le liquidateur après la clôture de la liquidation ? (*Clôture de la liquidation judiciaire*) **alerte 246** (n° 15 – 2 oct.)

- L'interdiction pour les dirigeants de céder leurs parts cesse avec le plan de continuation (argument supplémentaire pour ne pas exonérer les cessionnaires de leur responsabilité) (*Incessibilité des parts sociales ou actions - Responsabilité des dirigeants*) **alerte 317** (n° 20 – 18 déc.)

A

ACCORD DE MAINTIEN DE L'EMPLOI

Conditions de validité
Assouplissement..... **alerte 226** (n° 14 – 18 sept.)

ACTE DE GESTION COURANTE

Conclusion d'un bail précaire..... **alerte 267** (n° 17 – 30 oct.)
Contrat de travail
Indemnité contractuelle de licenciement.. **alerte 4** (n° 1 – 16 janv.)

ACTION EN JUSTICE

Reprise
Mandataire ad hoc..... **alerte 283** (n° 18 – 13 nov.)

ACTION EN NULLITÉ

Insanité d'esprit
Dessaisissement..... **alerte 48** (n° 3 – 13 févr.)

ACTION EN RELEVÉ DE FORCLUSION

Déclaration de créance
Délai..... **alerte 253** (16 – 16 oct.)

ACTION EN RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Appel formé par un des gérants condamnés
Qualité pour agir et pour intimer toutes les personnes parties en première instance..... **alerte 215** (n° 13 – 31 juill.)

Condition de recevabilité
Vérification du passif..... **alerte 288** (n° 18 – 13 nov.)

Convocation personnelle du dirigeant
Délai d'un mois
Régularisation par une seconde convocation..... **alerte 160** (n° 10 – 5 juin)
Sanction
Nullité du jugement de condamnation..... **alerte 159** (n° 10 – 5 juin)

Irrecevabilité
Entrepreneur individuel..... **alerte 211** (n° 13 – 31 juill.)

Omission de déclaration de la cessation des paiements dans le délai légal
Date à prendre en compte
Date fixée dans le jugement d'ouverture ou dans le jugement de report..... **alerte 161** (n° 10 – 5 juin)

Prescription..... **alerte 130** (n° 8 – 24 avr.)

Procédure
Convocation préalable du dirigeant
Preuve..... **alerte 77** (n° 5 – 13 mars)

ACTION PAULIENNE

Compétence
Tribunal de droit commun..... **repère 200** (n° 13 – 31 juill.)
..... **alerte 213** (n° 13 – 31 juill.)

ACTION RÉVOCATOIRE

Loi applicable..... **repère 236** (n° 15 – 2 oct.)
..... **alerte 237** (n° 15 – 2 oct.)

ADMINISTRATEUR ET MANDATAIRE JUDICIAIRES

Accès à la profession
Conditions..... **alerte 217** (n° 14 – 18 sept.)

Exercice de la profession
Interprofessionnalité..... **alerte 220** (n° 14 – 18 sept.)
Société
Forme sociale..... **alerte 219** (n° 14 – 18 sept.)
Statut de salarié..... **alerte 218** (n° 14 – 18 sept.)

Nomination
Pluralité..... **alerte 222** (n° 14 – 18 sept.)

Suspension
Effets
Nullité des actes de procédure accomplis..... **alerte 101** (n° 7 – 10 avr.)

Tarif
Réglementation..... **alerte 221** (n° 13 – 31 juill.)

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

Mission d'assistance
Pourvoi en cassation..... **alerte 115** (n° 7 – 10 avr.)

ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

Répartition des pouvoirs
Sanction
Inopposabilité de l'acte à la procédure collective..... **alerte 4** (n° 1 – 16 janv.)

ADMISSION DES CRÉANCES

Admission à titre chirographaire d'une créance privilégiée
Erreur matérielle (non)..... **alerte 182** (n° 11 – 26 juin)

Appel du débiteur
Appel dirigé contre le créancier
Nécessité d'intimer le mandataire judiciaire..... **alerte 269** (17 – 30 oct.)

Autorité de chose jugée
Codébiteur solidaire..... **alerte 39** (n° 3 – 13 févr.)

Avance de trésorerie
Montant non remboursé à la date d'ouverture de la procédure..... **alerte 268** (n° 17 – 30 oct.)

Contestation
Modification de l'objet de la contestation en appel
Recevabilité..... **alerte 164** (n° 10 – 5 juin)

Créance de cotisations sociales
Remise de dette
Intérêts de retard..... **alerte 55** (n° 4 – 27 févr.)

Créance fiscale
Contestation
Avis de mise en recouvrement..... **alerte 172** (n° 11 – 26 juin)

Instance en cours
Rejet de la demande..... **alerte 97** (n° 7 – 10 avr.)

Créance garantie
Cession de créance à titre de garantie... **repère 216** (n° 14 – 18 sept.)
..... **alerte 224** (n° 14 – 18 sept.)

Créance privilégiée
Gage de stocks
Preuve..... **alerte 96** (n° 7 – 10 avr.)

Instance en cours
Radiation
Pouvoir du juge-commissaire... **alerte 144** (n° 10 – 5 juin)

Intérêts
Pouvoirs du juge-commissaire... **alerte 255** (n° 16 – 16 oct.)

Intérêts d'un prêt
Procédure collective de la caution..... **alerte 254** (n° 16 – 16 oct.)

Montant de la créance
Indemnité contractuelle pour production à une procédure d'ordre..... **alerte 242** (n° 15 – 2 oct.)

Pouvoir du juge-commissaire
Compensation..... **repère 66** (n° 5 – 13 mars)
..... **alerte 71** (n° 5 – 13 mars)

Pouvoirs du juge-commissaire
Contestation relative à l'exécution d'un contrat..... **alerte 135** (n° 9 – 14 mai)

Sursis à statuer
Créance fiscale
Avis de mise en recouvrement..... **alerte 172** (n° 11 – 26 juin)

Transaction
Autorité de chose jugée..... **alerte 244** (n° 15 – 2 oct.)

AGS

Domaine de la garantie
Indemnité de rupture
Résiliation judiciaire du contrat de travail..... **alerte 24** (n° 2 – 30 janv.)
Préjudice d'anxiété..... **alerte 20** (n° 2 – 30 janv.)
..... **alerte 23** (n° 2 – 30 janv.)

Étendue de la garantie
Liquidation judiciaire
Résiliation d'un plan de sauvegarde..... **alerte 273** (n° 17 – 30 oct.)
Sauvegarde..... **alerte 140** (n° 9 – 14 mai)

Mise en cause

Procédure de sauvegarde
*Contentieux prud'homal anté-
 rieur*..... **alerte 43** (n° 3 – 13 févr.)

Plafond de garantie
 Constitutionnalité..... **repère 34** (n° 3 – 13 févr.)
 **alerte 40** (n° 3 – 13 févr.)

ALSACE-MOSELLE

Faillite civile
 Insolvabilité notoire
Notion..... **alerte 280** (n° 18 – 13 nov.)

APPEL

**Action en responsabilité pour insuffisance
 d'actif**
 Gérant..... **alerte 215** (n° 13 – 31 juill.)

Action engagée par le mandataire judiciaire
 Reprise de l'action par le commissaire à
 l'exécution du plan..... **repère 50** (n° 4 – 27 févr.)
 **alerte 65** (n° 4 – 27 févr.)

Qualité pour agir
 Dirigeant de la société en liquidation judi-
 ciaire
*Ordonnance du juge-commissaire
 autorisant la cession d'un
 immeuble*..... **alerte 111** (n° 7 – 10 avr.)

Vice de forme
 Intimé en liquidation judiciaire
*Défaut d'indication du liquidateur
 dans l'acte d'appel*..... **alerte 80** (n° 5 – 13 mars)

APPEL-NULLITÉ

Effet dévolutif
 Ordonnance du juge-commissaire
Réalisation de l'actif..... **alerte 112** (n° 7 – 10 avr.)

Qualité pour agir
 Plan de cession
Comité d'entreprise..... **repère 81** (n° 6 – 27 mars)
 **alerte 94** (n° 6 – 27 mars)

APPORT PARTIEL D'ACTIF

Régime des scissions
 Transmission universelle des droits, biens
 et actions
Préjudice d'anxiété..... **alerte 22** (n° 2 – 30 janv.)

ARRÊT DES POURSUITES INDIVIDUELLES

**Action en constatation de l'acquisition de la
 clause résolutoire d'une vente immobilière**
 Bien commun
Conjoint in bonis..... **alerte 18** (n° 2 – 30 janv.)

Action en extension d'expertise..... **alerte 5** (n° 1 – 16 janv.)

Clause résolutoire..... **alerte 87** (n° 6 – 27 mars)

Indemnité d'occupation..... **alerte 153** (n° 10 – 5 juin)

Délivrance d'une contrainte
 Titre exécutoire
*Établissement définitif de la
 créance*..... **alerte 67** (n° 5 – 13 mars)

ARRÊT DES VOIES D'EXÉCUTION

Saisie attribution antérieure
 Déclaration de créance..... **alerte 240** (n° 15 – 2 oct.)

Sommes consignées à titre de garantie
 Remise au créancier..... **alerte 241** (n° 15 – 2 oct.)

ARRÊT DU COURS DES INTÉRÊTS

Arrêt au bénéfice de la caution
 Caution en procédure collective. **alerte 254** (n° 16 – 16 oct.)

ASSIGNATION EN LIQUIDATION JUDICIAIRE

Plan en cours
 Résolution
Saisine d'office..... **alerte 30** (n° 2 – 30 janv.)

ASSIGNATION EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Irrecevabilité
 Conciliation en cours
Bonne foi du créancier..... **alerte 3** (n° 1 – 16 janv.)

ASSOCIÉ

Obligation aux dettes sociales
 Admission définitive de la créance au

passif de la société..... **alerte 286** (n° 18 – 13 nov.)

Société civile
 Perte de la qualité d'associé
Liquidation judiciaire..... **repère 165** (n° 11 – 26 juin)
 **alerte 175** (n° 11 – 26 juin)

AVERTISSEMENT DES CRÉANCIERS

Créancier hypothécaire
 Instance en relevé de forclusion
Péremption..... **alerte 170** (n° 11 – 26 juin)

Irrégularité
 Sanction..... **alerte 68** (n° 5 – 13 mars)

AVIS DU MINISTÈRE PUBLIC

Communication aux parties..... **alerte 110** (n° 7 – 10 avr.)
 **alerte 261** (n° 16 – 16 oct.)

B

BAIL COMMERCIAL

Action en contestation du congé
 Ouverture de la procédure collective
Prescription de l'action. **alerte 281** (n° 18 – 13 nov.)

BAIL D'EXPLOITATION

Copreneurs
 Résiliation par le liquidateur d'un des
 copreneurs..... **alerte 89** (n° 6 – 27 mars)

Poursuite du bail
 Faute de l'administrateur..... **alerte 9** (n° 1 – 16 janv.)

BIEN INDIVIS

Nouvelle-Calédonie
 Époux de statut civil coutumier. **alerte 205** (n° 13 – 31 juill.)

C

CAPITAL SOCIAL

Modification forcée..... **alerte 231** (n° 14 – 18 sept.)

CAUTION

Absence de déclaration de créance
 Perte du bénéfice de subrogation
*Admission dans la répartition des
 dividendes du plan*..... **alerte 120** (n° 8 – 24 avr.)

Arrêt des poursuites
 Mesures conservatoires
Plan de redressement... **alerte 298** (n° 18 – 13 nov.)

Caution simple et caution solidaire
 Différence de traitement
Constitutionnalité..... **alerte 58** (n° 4 – 27 févr.)

Cautionnement disproportionné
 Engagements postérieurs de la caution... **alerte 308** (n° 20 –
 18 déc.)

Liquidation judiciaire
 Clôture pour insuffisance d'actif
*Absence d'extinction de la dette
 principale*..... **alerte 14** (n° 1 – 16 janv.)

Perte du bénéfice de subrogation
 Absence de préjudice
Charge de la preuve..... **alerte 120** (n° 8 – 24 avr.)

Plan
 Caution simple et caution solidaire
Différence de traitement. **alerte 58** (n° 4 – 27 févr.)

Plan de sauvegarde
 Titre exécutoire
Inexécution du plan..... **alerte 176** (n° 11 – 26 juin)

CAUTION SOLIDAIRE

Représentation des coobligés
 Droit au juge
Tierce opposition..... **alerte 151** (n° 10 – 5 juin)

CAUTIONNEMENT

Disproportion
 Appréciation
Gains espérés..... **alerte 271** (n° 17 – 30 oct.)

Exception inhérente à la dette
 Clause de conciliation préalable..... **alerte 297** (n° 19 – 27
 nov.)

Principe de proportionnalité
 Cumul de deux cautionnements et d'un
 nantissement..... **alerte 62** (n° 4 – 27 févr.)

CENTRE DES INTÉRÊTS PRINCIPAUX

Appréciation
Bonne foi..... **alerte 78 (n° 5 – 13 mars)**

CESSATION DES PAIEMENTS

Caractérisation..... **alerte 84 (n° 6 – 27 mars)**
..... **alerte 138 (n° 9 – 14 mai)**

Sanctions
Proportionnalité..... **alerte 75 (n° 5 – 13 mars)**

Charge de la preuve
Demandeur..... **alerte 146 (n° 10 – 5 juin)**

Date
Date fixée dans le jugement d'ouverture
ou dans le jugement de report..... **alerte 161 (n° 10 – 5 juin)**

Détermination
Créance litigieuse..... **alerte 146 (n° 10 – 5 juin)**
Passif exigible

Absence d'actif..... **alerte 147 (n° 10 – 5 juin)**
Indication d'une date erronée au BODACC..... **alerte 64 (n° 4 – 27 févr.)**

Preuve..... **alerte 147 (n° 10 – 5 juin)**

CESSION DE CRÉANCES PROFESSIONNELLES

Cession à titre de garantie
Déclaration de créance..... **repère 216 (n° 14 – 18 sept.)**
..... **alerte 224 (n° 14 – 18 sept.)**

CESSION DE FONDS DE COMMERCE ET DE BAIL

Substitution d'acquéreur
Absence d'obligations du candidat
acquéreur initial..... **alerte 59 (n° 4 – 27 févr.)**

CESSION DES CONTRATS DE TRAVAIL

Plan de cession travail
Rupture de la période d'essai
Licenciement sans cause réelle et sérieuse..... **alerte 198 (n° 12 – 10 juill.)**

CESSION FORCÉE DES PARTS SOCIALES OU ACTIONS

Constitutionnalité..... **repère 278 (n° 18 – 13 nov.)**
..... **alerte 284 (n° 18 – 13 nov.)**

CLAUSE COMPROMISSOIRE

Applicabilité
Nullité de la période suspecte..... **alerte 319 (n° 20 – 18 déc.)**

CLAUSE DE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

Revendication
Bien meuble incorporé à un immeuble. **alerte 100 (n° 7 – 10 avr.)**

Revendication du prix
Sous-acquéreur..... **repère 307 (n° 20 – 18 déc.)**
..... **alerte 315 (n° 20 – 18 déc.)**

CLÔTURE DE LA PROCÉDURE

Action en dommages-intérêts
Qualité pour agir
Mandataire ad hoc..... **alerte 49 (n° 3 – 13 févr.)**

Action en recouvrement de créances antérieures
Qualité pour agir

Ancien dirigeant désigné mandataire ad hoc..... **alerte 60 (n° 4 – 27 févr.)**

Action en responsabilité contre le liquidateur..... **alerte 246 (n° 15 – 2 oct.)**

CLÔTURE POUR EXTINCTION DE PASSIF

Désignation d'un liquidateur amiable
Droit commun..... **alerte 258 (n° 16 – 16 oct.)**

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Actifs résiduels
Possibilité de désintéresser partiellement
les créanciers
Durée excessive de la procédure..... **alerte 104 (n° 7 – 10 avr.)**

Contestation
Actifs résiduels
Qualité pour agir du mandataire de justice..... **repère 1 (n° 1 – 16 janv.)**
..... **alerte 13 (n° 1 – 16 janv.)**

CODÉBITEUR SOLIDAIRE

Admission des créances
Autorité de chose jugée..... **alerte 39 (n° 3 – 13 févr.)**

Liquidation judiciaire
Déchéance du terme
Codébiteur in bonis..... **alerte 92 (n° 6 – 27 mars)**

CO-EMPLOI

Compétence
Juge judiciaire..... **alerte 272 (n° 17 – 30 oct.)**

Critères
Lien de subordination..... **alerte 195 (n° 12 – 10 juill.)**

COMITÉ D'ENTREPRISE

Plan de cession
Appel-nullité..... **repère 81 (n° 6 – 27 mars)**
..... **alerte 94 (n° 6 – 27 mars)**

COMMISSAIRE À L'EXÉCUTION DU PLAN

Fin de mission
Reprise des actions
Mandataire ad hoc..... **alerte 283 (n° 18 – 13 nov.)**

Qualité pour agir
Action en responsabilité du banquier dispensateur de crédit..... **alerte 103 (n° 7 – 10 avr.)**

COMMISSAIRE-PRISEUR JUDICIAIRE

Liquidateur..... **alerte 223 (n° 14 – 18 sept.)**

COMMISSION NATIONALE D'INSCRIPTION ET DE DISCIPLINE

Fusion..... **alerte 291 (n° 18 – 13 nov.)**

COMPENSATION

Conditions..... **alerte 99 (n° 7 – 10 avr.)**

Créance contractuelle
Créance née de la surfacturation. **alerte 57 (n° 4 – 27 févr.)**

Créance fiscale et crédit de TVA
Nullité de la période suspecte..... **alerte 90 (n° 6 – 27 mars)**

Solde d'un compte courant
Contre-valeur d'un compte-titres
Clause d'unité de compte et de compensation..... **alerte 38 (n° 3 – 13 févr.)**

COMPÉTENCE

Action en partage d'une indivision
Tribunal de la procédure collective..... **alerte 302 (n° 19 – 27 nov.)**

Action paulienne
Tribunal de droit commun..... **repère 200 (n° 13 – 31 juill.)**
..... **alerte 213 (n° 13 – 31 juill.)**

Clause compromissoire
Nullité de la période suspecte..... **alerte 319 (n° 20 – 18 déc.)**

Créance salariale
Conseil de prud'hommes
Formation de référé ou bureau de jugement..... **alerte 126 (n° 8 – 24 avr.)**

Groupe de sociétés
Centralisation des procédures. **alerte 235 (n° 14 – 18 sept.)**

Juge judiciaire
Coemploi..... **alerte 272 (n° 17 – 30 oct.)**

Tribunaux de commerce spécialisés
Seuils..... **alerte 234 (n° 14 – 18 sept.)**

CONCILIATION

Assignment en redressement judiciaire
Irrecevabilité
Bonne foi du créancier..... **alerte 3 (n° 1 – 16 janv.)**

Échec de l'accord de conciliation
Caducité des abandons de créances
Déclaration de la totalité des créances..... **alerte 2 (n° 1 – 16 janv.)**

CONFUSION DE PATRIMOINES

Acheteur et vendeur à crédit
Remboursement anticipé..... **alerte 265 (n° 17 – 30 oct.)**

Critères
Augmentation du passif liée aux relations
financières anormales (non)..... **alerte 187 (n° 12 – 10 juill.)**

SCI et société d'exploitation
Caractérisation..... **alerte 36 (n° 3 – 13 févr.)**

CONTESTATION DES CRÉANCES

Absence de réponse à la lettre du liquidateur
Convocation et comparution du créancier

- devant le juge-commissaire..... **alerte 173** (n° 11 – 26 juin)
- Absence de réponse au courrier du mandataire judiciaire**
 - Recours contre l'ordonnance du juge-commissaire..... **alerte 188** (n° 12 – 10 juill.)
- Appel**
 - Objet de la contestation..... **alerte 164** (n° 10 – 5 juin)
- Créance fiscale**
 - Réclamation..... **alerte 54** (n° 4 – 27 févr.)
- Demande de pièces complémentaires**
 - Obligation pour le juge de les demander. **alerte 171** (n° 11 – 26 juin)
- Prétention nouvelle**..... **alerte 56** (n° 4 – 27 févr.)

CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

- Procédure**
 - Délais..... **alerte 230** (n° 14 – 18 sept.)

CONTRAT DE TRAVAIL

- Caractère fictif**
 - Charge de la preuve..... **alerte 73** (n° 5 – 13 mars)
- Preuve**
 - Bulletins de salaires..... **alerte 41** (n° 3 – 13 févr.)

CONTRAT EN COURS

- Bail rural**
 - Poursuite
 - Congé donné en cours de plan... **alerte 152** (n° 10 – 5 juin)
- Cession de fonds de commerce et de bail**
 - Substitution d'acquéreur
 - Absence d'obligations du cédant acquéreur initial..... **alerte 59** (n° 4 – 27 févr.)
- Clause compromissaire**..... **alerte 127** (n° 8 – 24 avr.)
- Convention d'honoraire**
 - Poursuite du contrat
 - Date de naissance de la créance d'honoraire..... **repère 116** (n° 8 – 24 avr.)
 - **alerte 118** (n° 8 – 24 avr.)
- Poursuite du contrat**
 - Preuve..... **repère 116** (n° 8 – 24 avr.)
 - **alerte 118** (n° 8 – 24 avr.)
- Résiliation de plein droit**
 - Conditions..... **repère 95** (n° 7 – 10 avr.)
 - **alerte 98** (n° 7 – 10 avr.)
- Transaction**
 - Admission des créances..... **alerte 244** (n° 15 – 2 oct.)

CONTRÔLEURS

- Nomination**
 - Refus
 - Excès de pouvoir..... **alerte 266** (n° 17 – 30 oct.)

CONVERSION DE PROCÉDURE

- Conversion d'office**
 - Sauvegarde convertie en redressement judiciaire
 - Constitutionnalité..... **alerte 51** (n° 4 – 27 févr.)

COORDINATION DES PROCÉDURES

- Groupe de sociétés**..... **repère 16** (n° 2 – 30 janv.)

COPROPRIÉTÉ EN DIFFICULTÉ

- Loi ALUR**
 - Décret d'application..... **alerte 238** (n° 15 – 2 oct.)

COTISATIONS SOCIALES

- Recouvrement**
 - Compétence
 - Application de la loi dans le temps..... **alerte 26** (n° 2 – 30 janv.)

CRÉANCE ALIMENTAIRE

- Clause pénale**
 - Résolution d'une rente viagère
 - Déclaration..... **alerte 206** (n° 13 – 31 juill.)

CRÉANCE ANTÉRIEURE

- Compensation**
 - Compte courant
 - Compte-titres..... **alerte 38** (n° 3 – 13 févr.)

CRÉANCE DE COTISATIONS SOCIALES

- Remise de dette**
 - Intérêts de retard..... **alerte 55** (n° 4 – 27 févr.)

CRÉANCE FISCALE

- Admission de la créance**
 - Demande de décharge d'imposition
 - Rejet de la demande..... **alerte 97** (n° 7 – 10 avr.)
- Compensation avec un crédit de TVA**
 - Nullité de la période suspecte..... **alerte 90** (n° 6 – 27 mars)
- Contestation**
 - Avis de mise en recouvrement
 - Admission des créances. **alerte 172** (n° 11 – 26 juin)
 - Réclamation..... **alerte 54** (n° 4 – 27 févr.)
- Déclaration**
 - Délégation de pouvoir
 - Publicité..... **alerte 169** (n° 11 – 26 juin)

CRÉANCE POSTÉRIEURE

- Absence d'admission définitive**
 - Engagement du débiteur pendant la préparation du plan..... **alerte 37** (n° 3 – 13 févr.)
- Créance inutile**
 - Condamnation au paiement des honoraires d'avocat du créancier..... **alerte 8** (n° 1 – 16 janv.)
 - Indemnité de perte d'une chance de location..... **alerte 9** (n° 1 – 16 janv.)
- Créance non privilégiée**
 - Créance de restitution..... **alerte 8** (n° 1 – 16 janv.)
- Créance utile**
 - Indemnité d'occupation
 - Occupation postérieure à l'ouverture de la procédure..... **alerte 9** (n° 1 – 16 janv.)
- Réouverture de la liquidation judiciaire**
 - Effet rétroactif
 - Date de naissance des créances... **alerte 105** (n° 7 – 10 avr.)

CRÉANCE POSTÉRIEURE UTILE

- Indemnité d'occupation**
 - Liquidation judiciaire sans maintien d'activité..... **alerte 153** (n° 10 – 5 juin)

CRÉANCE SALARIALE

- Action contre l'AGS**
 - Unicité de l'instance
 - Action antérieure relative à la rupture du contrat de travail. **alerte 196** (n° 12 – 10 juill.)
- Créance antérieure**
 - Interdiction des paiements..... **alerte 21** (n° 2 – 30 janv.)
- Créance indemnitaire**
 - Déclaration..... **alerte 20** (n° 2 – 30 janv.)
- Date de naissance**
 - Préjudice d'anxiété
 - Connaissance de l'arrêt ministériel..... **alerte 23** (n° 2 – 30 janv.)
- Indemnité de rupture**
 - Résiliation judiciaire du contrat de travail
 - Garantie des salaires..... **alerte 24** (n° 2 – 30 janv.)
- Loi applicable**
 - Loi du tribunal du lieu d'ouverture de la procédure
 - Convention franco-monégasque du 13 septembre 1950, article 5. **alerte 312** (n° 20 – 18 déc.)
- Plafond de garantie**..... **alerte 124** (n° 8 – 24 avr.)
 - Application de la loi dans le temps..... **alerte 125** (n° 8 – 24 avr.)
- Préjudice d'anxiété**
 - Garantie des salaires..... **alerte 123** (n° 8 – 24 avr.)
- Prescription**..... **alerte 124** (n° 8 – 24 avr.)
- Provisions**
 - Compétence
 - Formation de référé ou bureau de jugement..... **alerte 126** (n° 8 – 24 avr.)

CRÉANCIER ANTÉRIEUR

- Admission au passif**
 - Arrivée du terme du plan
 - Droit de poursuite individuelle..... **repère 131** (n° 9 – 14 mai)
 - **alerte 137** (n° 9 – 14 mai)

CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE

- Paiement provisionnel**
 - Responsabilité de l'avocat..... **alerte 300** (n° 19 – 27 nov.)

CRÉANCIER TITULAIRE DE SÛRETÉ

- Absence d'avertissement**

Inopposabilité de la forclusion... **alerte 170** (n° 11 – 26 juin)

D

DATE DE CESSATION DES PAIEMENTS

Indication d'une date erronée au BODACC... **alerte 64** (n° 4 – 27 févr.)

DATE DE NAISSANCE DES CRÉANCES

Créance de réparation des locaux

Date des dégradations... **alerte 9** (n° 1 – 16 janv.)

Créance de restitution

Annulation d'une vente judiciaire

Date du jugement prononçant

l'annulation... **alerte 7** (n° 1 – 16 janv.)

Créance d'honoraire

Convention d'honoraire... **repère 116** (n° 8 – 24 avr.)

..... **alerte 118** (n° 8 – 24 avr.)

Créance du conjoint divorcé

Indemnité d'occupation de l'immeuble

indivis et charges de copropriété. **alerte 86** (n° 6 – 27 mars)

Recours en contribution

Codébiteur solidaire

Date de l'assignation... **repère 292** (n° 19 – 27 nov.)

..... **alerte 294** (n° 19 – 27 nov.)

Réouverture de la liquidation judiciaire

Effet rétroactif... **alerte 105** (n° 7 – 10 avr.)

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Absence

Absence de reprise d'instance

Absence d'extinction de la

créance... **alerte 148** (n° 10 – 5 juin)

Caution

Perte du bénéficiaire de subrogation. **alerte 120** (n° 8 – 24 avr.)

Inopposabilité de la créance

Recevabilité de l'action contre le

tiers saisi... **alerte 243** (n° 15 – 2 oct.)

Absence d'obligation

Créance salariale

Créance indemnitaire... **alerte 20** (n° 2 – 30 janv.)

Avertissement des créanciers

Irrégularité

Sanction... **alerte 68** (n° 5 – 13 mars)

Créance faisant l'objet d'un litige

Indication de la juridiction saisie

Sanction... **alerte 168** (n° 11 – 26 juin)

Créance fiscale

Délégation de pouvoir

Publicité... **alerte 169** (n° 11 – 26 juin)

Créance garantie

Cession de créance à titre de garantie... **repère 216** (n° 14 – 18 sept.)

..... **alerte 224** (n° 14 – 18 sept.)

Ventilation selon les sûretés... **alerte 150** (n° 10 – 5 juin)

Débiteur caution

Société en participation... **alerte 52** (n° 4 – 27 févr.)

Déclaration pour la totalité

Echec de l'accord de conciliation

Caducité des abandons de

créance... **alerte 2** (n° 1 – 16 janv.)

Délégation

Erreur de signature du délégataire... **alerte 53** (n° 4 – 27 févr.)

Délégation de pouvoir

Preuve... **alerte 296** (n° 19 – 27 nov.)

Signature... **alerte 295** (n° 19 – 27 nov.)

Effet

Caution solidaire

Interruption de la prescription... **alerte 70** (n° 5 – 13 mars)

Erreur de débiteur

Société en participation

Associés... **alerte 52** (n° 4 – 27 févr.)

Indication du montant des intérêts à échoir

Indication du mode de calcul (non)... **alerte 149** (n° 10 – 5 juin)

Indivision

Co-indivisaire in bonis... **alerte 167** (n° 11 – 26 juin)

Interruption de la prescription

Annulation de la procédure collective... **alerte 69** (n° 5 – 13 mars)

Qualité de créancier

Société

Prorogation de la société. **alerte 239** (n° 15 – 2 oct.)

Résolution d'une rente viagère

Clause pénale

Absence de caractère alimentaire... **alerte 206** (n° 13 – 31 juill.)

DÉCLARATION NOTARIÉE

D'INSAISSISSABILITÉ

alerte 232 (n° 14 – 18 sept.)

Liquidation judiciaire

Vente du bien

Dessaisissement... **alerte 119** (n° 8 – 24 avr.)

Opposabilité à la procédure collective

Existence de créanciers antérieurs et pos-

térieurs à la déclaration... **alerte 210** (n° 13 – 31 juill.)

Opposabilité au liquidateur

Condition

Publication avant l'ouverture du

redressement judiciaire. **alerte 178** (n° 11 – 26 juin)

Publication antérieure à l'ouverture de la

liquidation judiciaire... **alerte 158** (n° 10 – 5 juin)

DÉMATÉRIALISATION DES

PROCÉDURES COLLECTIVES

repère 249 (n° 16 – 16 oct.)

DESSAISISSEMENT

Action en nullité d'un acte

Insanité d'esprit... **alerte 48** (n° 3 – 13 févr.)

Biens communs

Conjoint in bonis

Constitutionnalité... **alerte 128** (n° 8 – 24 avr.)

Déclaration notariée d'insaisissabilité

Vente du bien... **alerte 119** (n° 8 – 24 avr.)

Liquidation d'une astreinte en vue de

l'expulsion du débiteur... **alerte 88** (n° 6 – 27 mars)

Partage successoral

Acte d'administration et de disposition

Gage des créanciers... **alerte 47** (n° 3 – 13 févr.)

Qualité pour interjeter appel

Instance en cours

Droit propre du débiteur... **alerte 256** (n° 16 – 16 oct.)

DIRIGEANT

Cession forcée des parts sociales ou actions

Constitutionnalité... **repère 278** (n° 18 – 13 nov.)

..... **alerte 284** (n° 17 – 30 oct.)

Ouverture sanction

Polynésie

Constitutionnalité... **alerte 299** (n° 19 – 27 nov.)

Préjudice personnel

Concurrence déloyale... **alerte 287** (n° 18 – 13 nov.)

DISCIPLINE

Suspension

Effets

Nullité des actes de procédure

accomplis... **alerte 101** (n° 7 – 10 avr.)

E

ÉTAT DES CRÉANCES

Décision juridictionnelle

Signature du juge-commissaire... **alerte 19** (n° 2 – 30 janv.)

EXTENSION DE PROCÉDURE

Appel du débiteur

Recevabilité de l'appel

Liquidateur intimé personnelle-

ment... **alerte 183** (n° 11 – 26 juin)

Avis du ministère public

Communication aux parties... **alerte 110** (n° 7 – 10 avr.)

Conditions

Confusion de patrimoines ou fictivité... **alerte 17** (n° 2 – 30 janv.)

Confusion de patrimoines

SCI et société d'exploitation

Caractérisation... **alerte 36** (n° 3 – 13 févr.)

Groupe de sociétés

alerte 17 (n° 2 – 30 janv.)

EXTENSION-SANCTION

Polynésie

Constitutionnalité... **alerte 299** (n° 19 – 27 nov.)

F

FAILLITE PERSONNELLE

Constitutionnalité..... **alerte 212** (n° 13 – 31 juill.)
Droits de la défense
 Avis du ministère public
Communication au dirigeant sanctionné..... **alerte 318** (n° 20 – 18 déc.)

Pluralité de fautes
 Absence de justification de l'une des fautes..... **alerte 317** (n° 20 – 18 déc.)

FAILLITE SUR FAILLITE NE VAUT

Ouverture sanction..... **alerte 247** (n° 15 – 2 oct.)
 Dirigeant déjà mis en liquidation judiciaire
Constitutionnalité..... **alerte 248** (n° 15 – 2 oct.)

FERMETURE D'ÉTABLISSEMENT

Recherche de repreneur..... **alerte 314** (n° 20 – 18 déc.)

FICHER NATIONAL DES INTERDITS DE

GÉRER..... **alerte 76** (n° 5 – 13 mars)

G

GAGE

Dépossession..... **alerte 225** (n° 14 – 18 sept.)

GAGE DE STOCKS

Attribution du prix de cession..... **alerte 96** (n° 7 – 10 avr.)
Gage commercial
 Preuve
Écrit..... **alerte 96** (n° 7 – 10 avr.)

GARANTIE DES SALAIRES

Action contre l'AGS
 Recevabilité
Action antérieure relative à la rupture du contrat de travail..... **alerte 196** (n° 12 – 10 juill.)

Champ d'application
 Liquidation judiciaire
Résiliation d'un plan de sauvegarde..... **alerte 273** (n° 17 – 30 oct.)

Dommages-intérêts
 Absence de délivrance des informations utiles à la vérification du solde de tout compte..... **alerte 122** (n° 8 – 24 avr.)

Indemnité de rupture
 Résiliation judiciaire du contrat de travail..... **alerte 24** (n° 2 – 30 janv.)

Ouverture d'une procédure de sauvegarde
 Contentieux prud'homal antérieur
Mise en cause de l'AGS..... **alerte 43** (n° 3 – 13 févr.)

Plafond de garantie
 Application de la loi dans le temps..... **alerte 125** (n° 8 – 24 avr.)

Constitutionnalité..... **repère 34** (n° 3 – 13 févr.)
alerte 40 (n° 3 – 13 févr.)
alerte 124 (n° 8 – 24 avr.)

Contestation..... **alerte 20** (n° 2 – 30 janv.)
Préjudice d'anxiété..... **alerte 23** (n° 2 – 30 janv.)
alerte 123 (n° 8 – 24 avr.)

Sauvegarde..... **alerte 140** (n° 9 – 14 mai)

GRUPE DE SOCIÉTÉS

Compétence
 Centralisation des procédures..... **alerte 235** (n° 14 – 18 sept.)
Extension de procédure..... **alerte 17** (n° 2 – 30 janv.)

H

HUISSIER DE JUSTICE

Liquidateur..... **alerte 223** (n° 14 – 18 sept.)

I

IMPARTIALITÉ

Suspicion légitime
 Demande tardive
Connaissance des causes de la demande dès le début de la procédure..... **repère 145** (n° 10 – 5 juin)

..... **alerte 163** (n° 10 – 5 juin)

INCESSIBILITÉ DES PARTS SOCIALES OU ACTIONS

Plan de continuation
 Société redevenue in bonis..... **alerte 317** (n° 20 – 18 déc.)

INDIVISION

Action en partage
 Compétence
Tribunal de la procédure collective..... **alerte 302** (n° 19 – 27 nov.)

Partage
 Redressement judiciaire d'un des indivisaires
Immeuble déclaré temporairement inaliénable..... **alerte 113** (n° 7 – 10 avr.)

Procédure collective d'un co-indivisaire
 Créance du co-indivisaire in bonis
Déclaration..... **alerte 167** (n° 11 – 26 juin)

INSAISSABILITÉ DE LA RÉSIDENCE

PRINCIPALE..... **alerte 232** (n° 14 – 18 sept.)

INSTANCE EN COURS

Créance fiscale
 Existence d'une contestation..... **alerte 6** (n° 1 – 16 janv.)

Demande de décharge d'imposition
 Rejet de la demande
Admission de la créance..... **alerte 97** (n° 7 – 10 avr.)

Notion
 Instance introduite avant le jugement d'ouverture..... **alerte 281** (n° 18 – 13 nov.)

Qualité pour interjeter appel
 Droit propre du débiteur..... **alerte 256** (n° 16 – 16 oct.)

Radiation
 Admission des créances
Pouvoir du juge-commissaire..... **alerte 144** (n° 9 – 14 mai)

Reprise d'instance
 Régularité de la déclaration de créance..... **alerte 270** (n° 17 – 30 oct.)

INSTANCES PRUD'HOMALES EN COURS

Mise en cause des organes de la procédure et de l'AGS..... **alerte 259** (n° 16 – 16 oct.)
Poursuite..... **alerte 259** (n° 16 – 16 oct.)

INTERDICTION DE GÉRER

Absence de déclaration de cessation des paiements
 Omission volontaire..... **alerte 233** (n° 14 – 18 sept.)

Obstacle au bon déroulement de la procédure collective
 Caractérisation
Contrôle de la Cour de cassation..... **alerte 109** (n° 7 – 10 avr.)

INTÉRÊT COLLECTIF DES CRÉANCIERS

Qualité pour agir..... **alerte 287** (n° 18 – 13 nov.)

J

JUGE-COMMISSAIRE

Pouvoir
 Admission des créances
Compensation..... **repère 66** (n° 5 – 13 mars)
alerte 71 (n° 5 – 13 mars)

Pouvoirs
 Admission des créances
Contestation portant sur les intérêts..... **alerte 255** (n° 16 – 16 oct.)
contestation relative à l'exécution d'un contrat..... **alerte 135** (n° 9 – 14 mai)

L

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Absence de cause réelle et sérieuse
 Absence de plan de sauvegarde de l'emploi
Appréciation de l'effectif de l'entreprise..... **alerte 197** (n° 12 – 10 juill.)
 Autorité de chose jugée

- Ordonnance du juge-commissaire. **alerte 136** (n° 9 – 14 mai)
- Consultation du CHSCT**
 Pluralité d'établissements
 Instance de coordination des CHSCT..... **alerte 311** (n° 20 – 18 déc.)
 Projet modifiant les conditions de santé, de sécurité ou de travail
 Preuve..... **alerte 311** (n° 20 – 18 déc.)
- Contestation**
 Adhésion à un contrat de sécurisation professionnelle..... **alerte 121** (n° 8 – 24 avr.)
- Critères d'ordre**
 Périmètre..... **alerte 227** (n° 14 – 18 sept.)
- Critères d'ordre des licenciements**
 Détermination des catégories professionnelles..... **alerte 189** (n° 12 – 10 juill.)
- Liquidation judiciaire**
 Cessation d'activité
 Nécessité d'une cessation totale. **alerte 277** (n° 17 – 30 oct.)
- Motif économique**
 Cessation d'activité..... **alerte 42** (n° 3 – 13 févr.)
- Notification**
 Offres de reclassement et contrat de sécurisation professionnelle..... **alerte 121** (n° 8 – 24 avr.)
- Obligation de reclassement**
 Commission paritaire de l'emploi
 Absence d'arrêté d'extension de l'accord de branche..... **alerte 191** (n° 12 – 10 juill.)
 Groupe de sociétés
 Notification des licenciements avant les réponses sur les possibilités de reclassement..... **alerte 194** (n° 12 – 10 juill.)
 Inaptitude
 Liquidation judiciaire..... **alerte 25** (n° 2 – 30 janv.)
 Non-respect des délais pour notifier les licenciements..... **alerte 194** (n° 12 – 10 juill.)
 Reclassement à l'intérieur du groupe
 Absence de recherche nominative. **alerte 193** (n° 12 – 10 juill.)
- Obligation de reclassement conventionnelle**
 Contestation
 Compétence..... **alerte 192** (n° 12 – 10 juill.)
- Obligation de reclassement et priorité de réembauchage**
 Notion de poste disponible
 Postes en rapport avec les compétences des salariés..... **alerte 190** (n° 12 – 10 juill.)
- LIQUIDATEUR JUDICIAIRE**
Désignation
 Huissier ou commissaire-priseur judiciaire... **alerte 223** (n° 13 – 31 juill.)
- Qualité à agir**
 Intérêt collectif des créanciers
 Déclaration notariée d'insaisissabilité..... **alerte 210** (n° 13 – 31 juill.)
- Responsabilité**
 Actions..... **alerte 246** (n° 15 – 2 oct.)
 Commande d'une prestation
 Dépassement du prix... **alerte 290** (n° 18 – 13 nov.)
- Suspension**
 Qualité pour agir
 Appel..... **alerte 117** (n° 8 – 24 avr.)
- LIQUIDATION AMIABLE**
 Durée de la procédure..... **alerte 15** (n° 1 – 16 janv.)
- LIQUIDATION DES BIENS**
Actifs résiduels
 Inertie du mandataire..... **repère 1** (n° 1 – 16 janv.)
 **alerte 13** (n° 1 – 16 janv.)
- Durée excessive de la procédure**
 Responsabilité de l'État..... **repère 1** (n° 1 – 16 janv.)
 **alerte 13** (n° 1 – 16 janv.)
 Dénai de justice..... **repère 1** (n° 1 – 16 janv.)
 **alerte 13** (n° 1 – 16 janv.)
- LIQUIDATION JUDICIAIRE**
Absence de prorogation du délai fixé en application de l'article L. 643-9
 Absence de clôture de plein droit..... **alerte 180** (n° 11 – 26 juin)
- Annulation du jugement**
 Effet dévolutif de l'appel..... **alerte 134** (n° 9 – 14 mai)
- Associé de société civile**
 Perte de la qualité d'associé
- Date à prendre en compte... repère 165** (n° 11 – 26 juin)
 **alerte 175** (n° 11 – 26 juin)
- Cessation d'activité**
 Licenciement
 Salarié protégé..... **alerte 277** (n° 17 – 30 oct.)
- Clôture de la procédure**
 Extinction de passif
 Désignation d'un liquidateur amiable..... **alerte 258** (n° 16 – 16 oct.)
 Société dissoute
 Qualité pour agir de l'ancien dirigeant désigné mandataire ad hoc... **alerte 60** (n° 4 – 27 févr.)
- Clôture pour insuffisance d'actif**
 Poursuites contre la caution
 Absence d'extinction de la dette principale..... **alerte 14** (n° 1 – 16 janv.)
- Clôture puis réouverture**
 Effet rétroactif
 Date de naissance des créances... **alerte 105** (n° 7 – 10 avr.)
- Contestation du jugement**
 Appel
 Absence de conclusions relatives à la nullité du jugement. **alerte 257** (n° 16 – 16 oct.)
- Déchéance du terme**
 Codébiteur solidaire in bonis..... **alerte 92** (n° 6 – 27 mars)
- Dessalement**
 Répétition d'une vente par le débiteur seul
 Inopposabilité à la procédure collective..... **alerte 245** (n° 15 – 2 oct.)
- Dissolution de la société**
 Action en dommages-intérêts
 Mandataire ad hoc..... **alerte 49** (n° 3 – 13 févr.)
- Durée excessive de la procédure**
 Responsabilité de l'État..... **alerte 104** (n° 7 – 10 avr.)
- Imputation des paiements**
 Extinction proportionnelle..... **alerte 129** (n° 8 – 24 avr.)
- Nouvelle-Calédonie**
 Gage des créanciers
 Bien immobilier acquis par des époux de statut civil coutumier... **alerte 205** (n° 13 – 31 juill.)
- Obligation de non-concurrence**
 Contrepartie financière..... **alerte 44** (n° 3 – 13 févr.)
- Ouverture de la procédure**
 Appel..... **alerte 134** (n° 9 – 14 mai)
- Poursuite d'un contrat**
 Application de la clause compromissoire... **alerte 127** (n° 8 – 24 avr.)
- Redressement manifestement impossible**
 Appréciation de la situation du débiteur. **alerte 257** (n° 16 – 16 oct.)
- Répartitions**
 Syndicat des copropriétaires
 Créancier hypothécaire... **alerte 142** (n° 9 – 14 mai)
- Reprise de la procédure**
 Autorisation de cession de droits indivis du débiteur
 Appel du débiteur..... **alerte 181** (n° 11 – 26 juin)
- Responsabilité des tiers**
 Actes de concurrence déloyale
 Intérêt collectif des créanciers..... **alerte 287** (n° 18 – 13 nov.)
- LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE**
Conditions d'ouverture
 Rapport du liquidateur dans le mois de sa désignation..... **alerte 12** (n° 1 – 16 janv.)
- M**
- MANDAT AD HOC**
Confidentialité..... **repère 263** (n° 17 – 30 oct.)
 **alerte 264** (n° 17 – 30 oct.)
- Délais et remises**
 Droit discrétionnaire..... **repère 263** (n° 17 – 30 oct.)
 **alerte 264** (n° 17 – 30 oct.)
- Refus des propositions du mandataire**
 Abus de droit..... **repère 263** (n° 17 – 30 oct.)
 **alerte 264** (n° 17 – 30 oct.)
- MANDATAIRE AD HOC**
 Action dans l'intérêt collectif des créanciers

Commissaire à l'exécution du plan
Fin de mission..... **alerte 276** (n° 17 – 30 oct.)

MANDATAIRE DE JUSTICE

Commission de discipline
Fusion..... **alerte 72** (n° 5 – 13 mars)
Discipline
Conflit d'intérêts..... **alerte 91** (n° 6 – 27 mars)

MANDATAIRE JUDICIAIRE

Statut
Épreuves
Dispense..... **alerte 293** (n° 19 – 27 nov.)

MINISTÈRE PUBLIC

Avis
Communication aux parties..... **alerte 261** (n° 16 – 16 oct.)

MOTIVATION DE LA LETTRE DE LICENCIEMENT

Motif économique
Cessation d'activité..... **alerte 42** (n° 3 – 13 févr.)

N

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Acte de partage..... **alerte 27** (n° 2 – 30 janv.)
Clause compromissaire
Applicabilité..... **alerte 319** (n° 20 – 18 déc.)
Compensation
Créance fiscale et crédit de TVA... **alerte 90** (n° 6 – 27 mars)
Nullité de droit
Paiement de dette non échue
Cession de créance..... **alerte 155** (n° 10 – 5 juin)
Nullité facultative
Connaissance de l'état de cessation des paiements
Non-respect d'un moratoire..... **alerte 154** (n° 10 – 5 juin)
Voie d'exécution instrumentée par un huissier
Connaissance de la cessation des paiements par le créancier..... **alerte 10** (n° 1 – 16 janv.)
Qualité à agir
Débiteur..... **alerte 11** (n° 1 – 16 janv.)

O

OBLIGATION DE NON-CONCURRENCE

Contrepartie financière
Liquidation judiciaire
Disparition de la société employeur..... **alerte 44** (n° 3 – 13 févr.)

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Inaptitude
Liquidation judiciaire..... **alerte 25** (n° 2 – 30 janv.)
Périmètre
Reclassement à l'étranger..... **alerte 228** (n° 14 – 18 sept.)
Plan de cession
Obligation du cédant..... **alerte 275** (n° 17 – 30 oct.)

OBLIGATION DE RECLASSEMENT CONVENTIONNELLE

Autorisation administrative de licenciement
Non-respect de l'obligation de reclassement
Compétence..... **alerte 192** (n° 12 – 10 juill.)

ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE

Appel
Qualité pour agir
Dirigeant de la société en liquidation judiciaire..... **alerte 111** (n° 7 – 10 avr.)
Appel-nullité
Effet dévolutif..... **alerte 112** (n° 7 – 10 avr.)
Autorisation de céder un immeuble
Appel du dirigeant de la société en liquidation judiciaire..... **alerte 111** (n° 7 – 10 avr.)
Notification à l'initiative des parties... **alerte 93** (n° 6 – 27 mars)

ORDRE DES LICENCIEMENTS

Application des critères
Périmètre inférieur à celui de l'entreprise
Accord collectif..... **alerte 309** (n° 20 – 18 déc.)
Critères fixés dans le jugement adoptant le plan de cession
Respect des critères
Validité du plan de sauvegarde de l'emploi..... **alerte 310** (n° 20 – 18 déc.)

ORGANES

Désignation
Administrateur et mandataire judiciaires
Pluralité..... **alerte 222** (n° 14 – 18 sept.)
Nomination
Refus
Excès de pouvoir..... **alerte 266** (n° 17 – 30 oct.)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

Délai pour agir
Absence de suspension du délai de prescription..... **alerte 281** (n° 18 – 13 nov.)

OUVERTURE SANCTION

Dirigeant déjà mis en liquidation judiciaire... **alerte 247** (n° 15 – 2 oct.)
Polynésie
Constitutionnalité..... **alerte 204** (n° 13 – 31 juill.)
..... **alerte 299** (n° 19 – 27 nov.)

P

PACTE COMMISSOIRE..... **alerte 225** (n° 14 – 18 sept.)

PÉRIODE D'OBSERVATION

Prolongation
Second renouvellement
Conditions..... **alerte 85** (n° 6 – 27 mars)

PLAN

Arrivée du terme
Créancier admis au passif impayé
Droit de poursuite individuelle..... **repère 131** (n° 9 – 14 mai)
..... **alerte 137** (n° 9 – 14 mai)

Caution simple et caution solidaire
Différence de traitement
Constitutionnalité..... **alerte 58** (n° 4 – 27 févr.)

Décision constatant la bonne exécution
Mesure d'administration judiciaire (non)
Recevabilité de la tierce opposition..... **alerte 262** (n° 16 – 16 oct.)

Élaboration
Recours à un technicien
Autorisation préalable du juge-commissaire..... **alerte 207** (n° 13 – 31 juill.)

Résolution
Avis du ministère public..... **alerte 102** (n° 7 – 10 avr.)
Cessation des paiements
Caractérisation..... **alerte 138** (n° 9 – 14 mai)

PLAN DE CESSION

Achèvement
Action dans l'intérêt collectif des créanciers
Mandataire ad hoc..... **alerte 276** (n° 17 – 30 oct.)

Action en résolution
Qualité à agir
Repreneur évincé..... **alerte 114** (n° 7 – 10 avr.)

Appel-nullité
Qualité pour agir
Comité d'entreprise..... **repère 81** (n° 6 – 27 mars)
..... **alerte 94** (n° 6 – 27 mars)

Cession d'un contrat de travail
Rupture de la période d'essai
Licenciement sans cause réelle et sérieuse..... **alerte 198** (n° 12 – 10 juill.)

Contestation
Qualité pour agir..... **alerte 28** (n° 2 – 30 janv.)

Inexécution
Demande de résolution du plan
Prononcé de la liquidation judiciaire..... **alerte 157** (n° 10 – 5 juin)

Licenciement
Obligation de reclassement

- Obligation du cédant..... **alerte 275** (n° 17 – 30 oct.)
- Obligations du cessionnaire**
Obligation de reclassement..... **alerte 275** (n° 17 – 30 oct.)
- Sort du cautionnement**..... **alerte 285** (n° 18 – 13 nov.)
- Transfert des contrats de travail**
Salarié ayant demandé l'organisation
d'élections professionnelles
Autorisation de l'inspection du
travail..... **alerte 316** (n° 20 – 18 déc.)
- Transmission des contrats**
Novation..... **alerte 285** (n° 18 – 13 nov.)
- PLAN DE CONTINUATION**
Résolution
Avis du ministère public..... **alerte 282** (n° 18 – 13 nov.)
- PLAN DE REDRESSEMENT**
Cession forcée des parts ou actions. **alerte 231** (n° 14 – 18 sept.)
Cession forcée des parts sociales ou actions
Constitutionnalité..... **repère 278** (n° 18 – 13 nov.)
..... **alerte 284** (n° 18 – 13 nov.)
- Débiteur in bonis**
Qualité pour agir
Action en responsabilité du ban-
quier dispensateur de crédit..... **alerte 103** (n° 7 – 10
avr.)
- Modification**
Transformation en EIRL..... **alerte 208** (n° 13 – 31 juill.)
- Remplacement des dirigeants**
Constitutionnalité..... **alerte 209** (n° 13 – 31 juill.)
- PLAN DE SAUVEGARDE**
Résolution
Liquidation judiciaire
Sort des délais et remises..... **alerte 274** (n° 17 – 30
oct.)
- Rétractation**
Tierce opposition d'un créancier
Créance admise non prise en
compte dans le plan..... **alerte 156** (n° 10 – 5 juin)
- PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI**
Caractère obligatoire
Appréciation de l'effectif de l'entreprise
Appréciation à la date du projet
de plan de cession..... **alerte 197** (n° 12 – 10 juill.)
- Contrôle et homologation**..... **alerte 229** (n° 14 – 18 sept.)
- Régularité**
Absence de prise en charge de l'expertise
comptable demandée par les représen-
tants du personnel
Impossibilité pour la délégation
unique du personnel de rendre
un avis..... **alerte 310** (n° 20 – 18 déc.)
Respect des critères d'ordre des licencie-
ments fixés par le tribunal de commerce. **alerte 310** (n° 20 –
18 déc.)
- PORTAIL ÉLECTRONIQUE DU CNAJMJ**..... **repère 249** (n° 16 –
16 oct.)
- POURVOI EN CASSATION**
Qualité pour agir
Débiteur
Administrateur ayant une mission
d'assistance..... **alerte 115** (n° 7 – 10 avr.)
Repreneur évincé
Action en résolution du plan..... **alerte 114** (n° 7 – 10
avr.)
- PRÉJUDICE D'ANXIÉTÉ**
Date de naissance de la créance..... **alerte 23** (n° 2 – 30 janv.)
Prescription de l'action
Point de départ du délai..... **alerte 22** (n° 2 – 30 janv.)
- PROCÉDURE**
**Action en responsabilité pour insuffisance
d'actif**
Convocation préalable du dirigeant
Preuve..... **alerte 77** (n° 5 – 13 mars)
- Question prioritaire de constitutionnalité**
Pourvoi en cassation
Mémoire spécial déposé dans le
délai de remise du mémoire en
défense..... **alerte 214** (n° 13 – 31 juill.)
- Substitution de mandataire**
Reprise de procédure..... **repère 50** (n° 4 – 27 févr.)
- PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ**
Centre des intérêts principaux
Appréciation
Bonne foi..... **alerte 78** (n° 5 – 13 mars)
- Champ d'application du règlement (CE)
n° 1346/2000**
Litige relatif à la rupture du contrat de
travail et aux créances salariales
Règlement (CE) n° 44/2001 du
22 décembre 2000..... **alerte 313** (n° 20 – 18 déc.)
Procédure secondaire
Action annexe..... **alerte 185** (n° 12 – 10 juill.)
Localisation des biens de la pro-
cédure..... **alerte 185** (n° 12 – 10 juill.)
- Compétence**
Action dérivant de la procédure princi-
pale..... **alerte 79** (n° 5 – 13 mars)
Action en remboursement contre le diri-
geant
Droit allemand..... **alerte 79** (n° 5 – 13 mars)
- Coordination des procédures.** **alerte 32** (n° 2 – 30 janv.)
- Litige relatif à la rupture du contrat de tra-
vail et aux créances salariales**
Détermination de la compétence juridic-
tionnelle
Règlement (CE) n° 44/2001 du
22 décembre 2000..... **alerte 313** (n° 20 – 18 déc.)
- Loi applicable**
Action révocatoire..... **repère 236** (n° 15 – 2 oct.)
..... **alerte 237** (n° 15 – 2 oct.)
- Procédure secondaire**
Qualité pour agir
Créancier..... **alerte 31** (n° 2 – 30 janv.)
- Règlement (CE) n° 1346/2000**
Refonte..... **alerte 132** (n° 9 – 14 mai)
Révision..... **alerte 32** (n° 2 – 30 janv.)
- Règlement (UE) n° 2015/848**..... **alerte 166** (n° 11 – 26 juin)
- PROFESSION**
Accès
Conditions..... **alerte 217** (n° 14 – 18 sept.)
- Commission nationale d'inscription et de dis-
cipline**
Fusion..... **alerte 291** (n° 18 – 13 nov.)
- Exercice**
Interprofessionnalité..... **alerte 220** (n° 14 – 18 sept.)
Société
Forme sociale..... **alerte 219** (n° 14 – 18 sept.)
Statut de salarié..... **alerte 218** (n° 14 – 18 sept.)
- Tarif**
Réglementation..... **alerte 221** (n° 14 – 18 sept.)
- PROFESSIONS LIBÉRALES**
Audit de l'ordre professionnel
Appel..... **alerte 134** (n° 9 – 14 mai)
- PROPRIÉTAIRE DE BIENS MEUBLES**
**Absence d'action en revendication ou en res-
titution**
Répartitions..... **alerte 174** (n° 11 – 26 juin)
- Q**
- QUALITÉ À AGIR**
Administrateur judiciaire
Mission d'assistance
Action en responsabilité contrac-
tuelle..... **alerte 303** (n° 19 – 27 nov.)
- Commissaire à l'exécution du plan**
Poursuite d'une action engagée par
l'administrateur judiciaire
Absence de qualité de l'adminis-
trateur judiciaire..... **alerte 303** (n° 19 – 27 nov.)
- QUALITÉ DU DÉBITEUR**
Huissier
Exercice en société..... **alerte 186** (n° 12 – 10 juill.)
- Loueur de fonds de commerce**
Absence de radiation du RCS..... **alerte 83** (n° 6 – 27 mars)
- QUESTION PRIORITAIRE DE
CONSTITUTIONNALITÉ**
Pourvoi en cassation
Mémoire spécial déposé dans le délai de

remise du mémoire en défense. **alerte 214** (n° 13 – 31 juill.)

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

- Autorisation du juge-commissaire**
 - Vente de gré à gré
 - Vente parfaite..... **alerte 177** (n° 11 – 26 juin)
- Bien indisponible**
 - Annulation d'un procès-verbal de saisie-vente
 - Sursis à exécution..... **alerte 177** (n° 11 – 26 juin)
- Déclaration notariée d'insaisissabilité**
 - Opposabilité
 - Conditions..... **alerte 178** (n° 11 – 26 juin)
 - Opposabilité au liquidateur
 - Publication antérieure à l'ouverture de la liquidation judiciaire. **alerte 158** (n° 10 – 5 juin)
- Immeuble indivis**
 - Qualité à agir du liquidateur
 - Déclaration notariée d'insaisissabilité..... **alerte 210** (n° 13 – 31 juill.)
- Inaction du liquidateur**
 - Caractérisation..... **alerte 141** (n° 9 – 14 mai)
- Ordonnance du juge-commissaire**
 - Appel-nullité
 - Effet dévolutif..... **alerte 112** (n° 7 – 10 avr.)

RÈGLEMENT (CE) N° 1346/2000

- Coopération**..... repère 16 (n° 2 – 30 janv.)
- Domaine**..... repère 16 (n° 2 – 30 janv.)
- Révision**..... repère 16 (n° 2 – 30 janv.)

RÉPARTITION DES POUVOIRS

- Sanction**
 - Inopposabilité à la procédure collectives
 - Opposabilité au cessionnaire..... **alerte 4** (n° 1 – 16 janv.)

RÉPARTITIONS

- Créanciers hypothécaires de même rang**
 - Paiement par contribution en fonction du montant admis..... **alerte 179** (n° 11 – 26 juin)
- Ordre des paiements**..... **alerte 142** (n° 9 – 14 mai)
- Vente d'un immeuble**
 - Hypothèque
 - Absence de renouvellement de l'inscription..... **alerte 74** (n° 5 – 13 mars)

RESPONSABILITÉ DES MANDATAIRES

- Mandataire judiciaire**
 - Absence de convocation du débiteur à la procédure de vérification des créances... **alerte 63** (n° 4 – 27 févr.)

RESPONSABILITÉ DES TIERS

- Qualité pour agir**
 - Préjudice personnel du dirigeant-associé
 - Concurrence déloyale... **alerte 287** (n° 18 – 13 nov.)
- Responsabilité délictuelle**
 - Engagement unilatéral
 - Engagement de déposer un plan de sauvegarde..... **alerte 46** (n° 3 – 13 févr.)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

- Banquier dispensateur de crédit**
 - Cautionnement
 - Principe de proportionnalité..... **alerte 62** (n° 4 – 27 févr.)
 - Champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce
 - Entreprise in bonis..... **alerte 301** (n° 19 – 27 nov.)
 - Rupture de crédit..... **alerte 139** (n° 9 – 14 mai)
- Octroi de crédit ruineux**
 - Intervention volontaire des salariés
 - Recevabilité..... repère 184 (n° 12 – 10 juill.)
 - **alerte 199** (n° 12 – 10 juill.)

RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR

- Action tardive**
 - Préjudice personnel du débiteur... **alerte 162** (n° 10 – 5 juin)
- Répartitions**
 - Droits des propriétaires de biens meubles
 - Stocks de vins..... **alerte 174** (n° 11 – 26 juin)

RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

- Condamnation solidaire**
 - Dirigeant de droit et dirigeant de fait
 - Caractérisation des fautes de gestion..... **alerte 317** (n° 20 – 18 déc.)
- Condition**
 - Cessation des paiements
 - Nécessité de préciser l'actif disponible..... **alerte 260** (n° 16 – 16 oct.)
 - Passif existant à la date de cessation des fonctions du dirigeant..... **alerte 61** (n° 4 – 27 févr.)
- Convocation du dirigeant**
 - Suppression
 - Application de la loi dans le temps..... **alerte 106** (n° 7 – 10 avr.)
- Faute de gestion**
 - Absence de reconstitution des capitaux propres
 - Refus imputable aux actionnaires... **alerte 289** (n° 18 – 13 nov.)
 - Aggravation du passif
 - Prise de commandes en ligne et perception des acomptes. **alerte 108** (n° 7 – 10 avr.)
 - Conclusion d'un commodat..... **alerte 288** (n° 18 – 13 nov.)
 - Insuffisance des fonds propres..... **alerte 107** (n° 7 – 10 avr.)
- Principe de proportionnalité**
 - Cessation des paiements
 - Caractérisation..... **alerte 75** (n° 5 – 13 mars)

RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL

- Qualité pour en bénéficier**
 - Ancien dirigeant de société..... **alerte 29** (n° 2 – 30 janv.)

REVENDEICATION

- Bien meuble incorporé à un immeuble**
 - Possibilité de restituer le bien sans détérioration
 - Charge de la preuve..... **alerte 100** (n° 7 – 10 avr.)
- Frais de conservation du bien**
 - Gestion d'affaire..... **alerte 45** (n° 3 – 13 févr.)
- Prix de revente**
 - Ordonnance du juge-commissaire
 - Notification à l'initiative des parties..... **alerte 93** (n° 6 – 27 mars)
- Stock de bois**
 - Preuve de la propriété..... **alerte 267** (n° 17 – 30 oct.)

S

SAISIE-ATTRIBUTION

- Faute du tiers saisi**
 - Recevabilité de l'action du créancier
 - Absence de déclaration de créance..... **alerte 243** (n° 15 – 2 oct.)

SAISINE D'OFFICE

- Conversion de procédure**
 - Constitutionnalité..... **alerte 51** (n° 4 – 27 févr.)
- Inconstitutionnalité**
 - Application dans le temps..... **alerte 133** (n° 9 – 14 mai)
- Notion**
 - Demande de résolution du plan
 - Prononcé de la liquidation judiciaire..... **alerte 157** (n° 10 – 5 juin)
- Résolution du plan**
 - Assignation en liquidation judiciaire..... **alerte 30** (n° 2 – 30 janv.)

SOCIÉTÉ CIVILE

- Liquidation judiciaire d'un associé**
 - Perte de la qualité d'associé
 - Date à prendre en compte... repère 165 (n° 11 – 26 juin)
 - **alerte 175** (n° 11 – 26 juin)

SURENDETTEMENT

- Bonne foi**
 - Appréciation
 - Exclusion d'une dette... **alerte 279** (n° 18 – 13 nov.)
- Effacement ou rééchelonnement des dettes**
 - Dettes exclues
 - Créance de subrogation du Fonds

de garantie des victimes d'infractions..... **alerte 201** (n° 13 – 31 juill.)
Créance fiscale..... **alerte 202** (n° 13 – 31 juill.)

Éligibilité

Loueur de fonds de commerce
Inscription au RCS..... **alerte 83** (n° 6 – 27 mars)

Infraction pénale

Créance de réparation pécuniaire
Fonds de garantie des victimes
d'infractions..... **alerte 201** (n° 13 – 31 juill.)

Mesures recommandées

Prise en compte des ressources néces-
saires aux dépenses courantes..... **alerte 35** (n° 3 – 13 févr.)

Procédure

Instance en répétition de l'indu
Moyen tiré de l'effacement ou
rééchelonnement des dettes sou-
levé devant la Cour de cassation. **alerte 203** (n° 13 –
31 juill.)

Report d'audience..... **alerte 251** (n° 16 – 16 oct.)

Recevabilité de la demande

Bonne foi partielle..... **alerte 279** (n° 18 – 13 nov.)
Débiteurs propriétaires de leur résidence
principale..... **alerte 82** (n° 6 – 27 mars)

Saisie immobilière

Voies de recours..... **alerte 252** (n° 16 – 16 oct.)

SURENDETTEMENT ET RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Clause de réserve de propriété

Revendication du véhicule
Office du juge..... **alerte 250** (n° 16 – 16 oct.)

T

TRANSACTION

Autorité de chose jugée

Admission des créances..... **alerte 244** (n° 15 – 2 oct.)

TRANSFERT DES CONTRATS DE TRAVAIL

Salarié ayant demandé l'organisation d'élec- tions professionnelles

Autorisation de l'inspection du travail. **alerte 316** (n° 20 – 18
déc.)

TRIBUNAL DE COMMERCE

Greffe

Droit de présentation
Constitutionnalité..... **alerte 143** (n° 9 – 14 mai)

V

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Contestation du caractère privilégié de la créance

Prétention nouvelle..... **alerte 56** (n° 4 – 27 févr.)

Créance fiscale

Contestation
Réclamation..... **alerte 54** (n° 4 – 27 févr.)

VOIES DE RECOURS

Arrêt mixte

Arrêt refusant un plan de redressement
et adoptant un plan de cession. **alerte 305** (n° 19 – 27 nov.)

Pourvoi en cassation

Arrêt confirmant un jugement retenant
sa saisine au titre de l'article 47 CPC.. **alerte 306** (n° 19 – 27
nov.)

Qualité pour faire appel..... **alerte 33** (n° 2 – 30 janv.)

Candidat repreneur..... **alerte 304** (n° 19 – 27 nov.)

Rectification d'erreur matérielle

Admission des créances
Caractère privilégié de la créance... **alerte 182** (n° 11
– 26 juin)

Tierce opposition

Recevabilité
Décision constatant la bonne exé-
cution du plan..... **alerte 262** (n° 16 – 16 oct.)

2014

Mars

Cass. com., **24 mars 2014**, n° 14-10.254, M. Guez c/ SCP BTSG ès qual. (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 108** (n° 7 – 10 avr.)

Septembre

CA Bordeaux, **24 sept. 2014**, n° 13/02106 : JurisData n° 2014-023919 (*Échec de l'accord de conciliation*). **alerte 2** (n° 1 – 16 janv.)

Octobre

CA Aix-en-Provence, **30 oct. 2014**, n° 14/09945 : JurisData n° 2014-026403 (*Instance en cours*)..... **alerte 6** [n° 1 – 16 janv.]

Novembre

Cass. soc., **5 nov. 2014**, n° 13-19.662, M^{me} Marie-Noël Bruneau c/ Société La Grande Pharmacie Bailly : JurisData n° 2014-026506 (*Administration de l'entreprise*)..... **alerte 4** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 14-16.535, M. Mario De Sousa et a. c/ M. Jean Blanchard ès qual. et a. : JurisData n° 2014-028030 (*Dessaisissement*)..... **alerte 128** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. soc., **19 nov. 2014**, n° 14-16.669, QPC, M. Pena c/ AGS CGEA Marseille et a. : JurisData n° 2014-028218 (*Salariés*)..... **alerte 40** [n° 3 – 13 févr.]

Décembre

T. com. Valenciennes, **1^{er} déc. 2014**, n° 2014/006144 (*Clôture de la procédure*)..... **alerte 29** [n° 2 – 30 janv.]

T. com. Valenciennes, 2^e ch., **1^{er} déc. 2014** : JurisData n° 2014-003171 (*Période d'observation - Renouvellement*)..... **alerte 85** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24.405, société FPB c/ SELARL Bernard et Nicolas Soinne : JurisData n° 2014-029485 (*Arrêt des poursuites*)..... **alerte 5** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 12-27.739, société PN Béton Neuville c/ J. Béhin et a. : JurisData n° 2014-029577 (*Date de naissance des créances*)..... **alerte 7** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-20.311, CIC c/ SCP Bécheret-Thierry-Sanechal-Gorrias ès qual. : JurisData n° 2014-029579 (*Créances postérieures*)..... **alerte 8** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-11.059, Sté Marie c/ M. Miroite, ès qualités et a. : JurisData n° 2014-029546 (*Bail d'exploitation en cours*)..... **alerte 9** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-25.705, SCP Silvestri Baujet c/ société Siemens lease services et a. : JurisData n° 2014-029560 (*Période suspecte - Nullité facultative*)..... **alerte 10** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24.308, société Compagnie internationale d'engineering pour la construction [CIEC] c/ société Carlson Anse Marcel et a. : JurisData n° 2014-029536 (*Période suspecte - Qualité à agir*)..... **alerte 11** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24.527, SADEV c/ J.-C. Clanet ès qual. et a. : JurisData n° 2014-029573 (*Liquidation judiciaire simplifiée*)..... **alerte 12** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-22.830, épx Best c/ Société Cry limited (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 14** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-20.203, société Sigedi c/ société SII Societa Italiana di Ingegneria Pero, prise en son établissement de Kourou et a. : JurisData n° 2014-029488 (*Procédure européenne d'insolvabilité*)..... **alerte 31** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 12-29.916, Société Les Hauts de St Raphael c/ Société BDB promotion et a. : JurisData n° 2014-029517 (*Voies de recours*)..... **alerte 33** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **3 déc. 2014**, n° 13-24.379, Société française des casinos et a. c/ M^{me} Virginie Chiajese et a. : JurisData n° 2014-029654 (*Créance salariale*)..... **alerte 21** [n° 2 – 30 janv.]

CA Toulouse, **3 déc. 2014**, n° 15/05510, société NDS c/ M^{me} L. Vinceneux, ès qual. et a. (*Assignation*)..... **alerte 3** [n° 1 – 16 janv.]

CJUE, 6^e ch., **4 déc. 2014**, n° aff. C-295/13 : JurisData n° 2014-032646 (*Procédure d'insolvabilité*)..... **alerte 79** [n° 5 – 13 mars]

Cass. soc., **9 déc. 2014**, n° 13-12.535, M. Thomas Sanchez c/ M. Jean-Charles Hidoux ès qual. : JurisData n° 2014-030524 (*Licenciement économique*)..... **alerte 25** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-19.104, Société MJ synergie ès qual. et a. c/ M. Michel Bardouil, et a. (*Salariés*)..... **alerte 20** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-21.411, M. Michel Bastien et a. c/ société MJA ès qual. et a. (*Apport partiel d'actif*)..... **alerte 22** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-21.157 et s., M. Jean-Jacques Aubrice et a. c/ société MJA ès qual. et a. (*Apport partiel d'actif*)..... **alerte 22** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-23.691, Unedic et a. c/ M. Jean-Pierre Andréani (*Créance salariale*)..... **alerte 23** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-22.430 et s., Unedic et a. c/ M. François Aguilar et a. (*Créance salariale*)..... **alerte 23** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-23.255 et s., Unedic et a. c/ M. Antoine Ambrosini (*Créance salariale*)..... **alerte 23** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-18.773 et s., Unedic et a. c/ M. Michel Lienard et a. (*Créance salariale*)..... **alerte 23** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-19.359 et s., Unedic et a. c/ M. Richard Trincherro et a. (*Créance salariale*)..... **alerte 23** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-23.359, M^{me} Ginette Schoebel c/ Société Brouard-Daudé et a. (*Créance salariale*)..... **alerte 24** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. soc., **10 déc. 2014**, n° 13-18.584, AGS de Paris et a. c/ M. Mohamed Djemai et a. (*Créance salariale*)..... **alerte 24** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. com., **11 déc. 2014**, n° 14-17.364, M^{me} Margaret Legoupil c/ M^{me} Judith Doutressoulle ès qual. et a. : JurisData n° 2014-030564 (*Procédure*)..... **alerte 30** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-19.402, Dechristé c/ Valentin : JurisData n° 2014-031676 (*Clôture de la liquidation judiciaire*)..... **alerte 13** [n° 1 – 16 janv.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-24.161, M^{me} Béatrice Caput ès qual. et a. c/ M. Charles-Antoine Giraud ès qual. et a. : JurisData n° 2014-031667 (*Extension de procédure*)..... **alerte 17** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 12-35.440, M. Pierre Julien ès qual. c/ M. Patrick Benson et a. : JurisData n° 2014-031682 (*Arrêt des poursuites individuelles*)..... **alerte 18** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-25.594, M. Jacques Airoldi c/ M^{me} Hélène Gascon ès qual. et a. (*État des créances*)..... **alerte 19** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-25.765, Société Gérard Bodelet ès qual. c/ M^{me} Anne-Cécile Moreau : JurisData n° 2014-031671 (*Nullités de la période suspecte*)..... **alerte 27** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-17.046 : JurisData n° 2014-031278 (*Compensation*)..... **alerte 38** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-22.106, société Galenix innovations et a. c/ société Anapharm : JurisData n° 2014-031680 (*Cautions et coobligés*)..... **alerte 39** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-21.479, Société Bailly c/ M. David Morisseau et a. : JurisData n° 2014-031673 (*Dessaisissement*)..... **alerte 48** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-25.066, M. Louis, ès qual. et a. c/ M. Avazeri ès qual. : JurisData n° 2014-031669 (*Procédure*)..... **alerte 65** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. 3^e civ., **17 déc. 2014**, n° 13-23.350, M. Jean Gillet et a. c/ M. auguste Guazetti et a. : JurisData n° 2014-031386 (*Plan de cession*)..... **alerte 28** [n° 2 – 30 janv.]

Cass. 2^e civ., **18 déc. 2014**, n° 13-24.449, Société ADIA c/ Pôle emploi (*Cotisations sociales*)..... **alerte 26** [n° 2 – 30 janv.]

2015

Janvier

Cass. 2^e civ., **8 janv. 2015**, n° 13-27.446, M. Jean-Louis Garnier et a. / Société Square habitat et a. : JurisData n° 2015-000071 [Surenndettement] **alerte 35** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-27.868, SCI de l'Arve et a. / M^{me} Danielle Neden et a. : JurisData n° 2015-000256 [Confusion de patrimoines] **alerte 36** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-21.504, Société SCC Hôtel de Maubeuge / Société BPIfrance financement : JurisData n° 2015-000258 [Admission des créances - Plan] **alerte 37** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-11.550, Société européenne de commercialisation / M^{me} Géraldine Donnais ès qual. : JurisData n° 2015-000220 [Revendications] **alerte 45** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-16.518, Société MGA Entertainment Inc / Société Barclays Bank PLC et a. : JurisData n° 2015-000229 [Plan - Généralités] **alerte 46** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 12-25.983, M. Jean Rancelli / Société Union carrelages et sanitaires : JurisData n° 2015-000259 [Clôture de la procédure] **alerte 49** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13-25.251, Banque populaire du Sud / M. Dagorn et a. [Déclaration des créances] **alerte 52** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 12-25.983, Rancelli / Sté Union carrelages et sanitaires : JurisData n° 2015-000259 [Clôture de la procédure] **alerte 60** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **13 janv. 2015**, n° 13.25.360, Sté Banque populaire Lorraine-champagne / M. Gay : JurisData n° 2015-000277 [Responsabilité des tiers] **alerte 62** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. soc., **14 janv. 2015**, n° 13-22.834, M^{me} Simone Maillary ép. Swietlicki / M. Yvon Perrin et a. [Contrat de travail] **alerte 41** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. soc., **14 janv. 2015**, n° 13-22.838, M^{me} Viviane Swietlicki / M. Yvon Perrin et a. [Contrat de travail] **alerte 41** [n° 3 – 13 févr.]

CA Colmar, 1^{er} ch. civ., sect. A, **14 janv. 2015**, n° RG n° 14/03677, G. Zellner / Ministère public : JurisData n° 2015-000579 [Compétence] **alerte 78** [n° 5 – 13 mars]

Cass. soc., **15 janv. 2015**, n° 13-15.602, M. Jean-Pierre Kittikhoum / M^{me} Edith Frébeau [Motivation de la lettre de licenciement] **alerte 42** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. soc., **15 janv. 2015**, n° 13-18.587, AGS et a. / M. Pierre-Louis Ezavin ès qual. et a. : JurisData n° 2015-000291 [Garantie des salaires] **alerte 43** [n° 3 – 13 févr.]

Cons. const., **16 janv. 2015**, n° 2014-438 QPC : JurisData n° 2015-000746 [Conversion de la sauvegarde en redressement] **alerte 51** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. soc., **21 janv. 2015**, n° 13-26.374 : JurisData n° 2015-000604 [Obligation de non-concurrence] **alerte 44** [n° 3 – 13 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-22.584, M. Goutal et a. / société Sonen : JurisData n° 2015-001147 [Déclaration de créance] **alerte 53** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-25.649, Caisse autonome de retraite et de prévoyance des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, pédicures-podologues, orthophonistes et orthoptistes [Carpimko] / M^{me} François épouse Lacarelle et a. : JurisData n° 2015-001081 [Admission des créances] **alerte 55** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-25-168, Soc. Jean-Luc Ferchal / M. David, ès qual. [Vérification des créances] **alerte 56** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-18.656, Chambre de commerce et d'industrie territoriale [CCIT] du Var / M. Filippi, ès qual. : JurisData n° 2015-001066 [Compensation] **alerte 57** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 3-25.302, M. et M^{me} Lepers / M. Farrugia : JurisData n° 2015-001078 [Liquidation judiciaire - Réalisation d'actif] **alerte 59** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-12.430, M. Minguet / M. Michaud et a. : JurisData n° 2015-001107 [Sanctions patrimoniales] **alerte 61** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-27.081, Soc. Blétry et associés / M. Pierrel : JurisData n° 2015-001122 [Responsabilité des mandataires] **alerte 63** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-24.619, Sté Banque populaire du Nord / M. Lœuille, ès qual. et a. : JurisData n° 2015-001076 [Voies de recours] **alerte 64** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-20.463, G. Keramidas / société NACC et a. : JurisData n° 2015-001083 [Créances antérieures - Déclaration - Prescription] **alerte 69** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **27 janv. 2015**, n° 13-20.463, G. Keramidas / société NACC et a. : JurisData n° 2015-001083 [Créances antérieures - Admission au passif] **alerte 71** [n° 5 – 13 mars]

Cass. 3^e civ., **28 janv. 2015**, n° 13-24.040, société BNP Paribas Nouvelle-Calédonie / société M.-L. Gastaud ès qual. et a. : JurisData n° 2015-001115 [Plan de cession - Répartitions] **alerte 74** [n° 5 – 13 mars]

T. com. Coutances, **28 janv. 2015**, n° 2015/000285, SELARL AJIRE et a. / Direction générale des finances publiques de Saint Lô et a. [Période suspecte] **alerte 90** [n° 6 – 27 mars]

Février

Cass. com., **3 févr. 2015**, n° 13-25.256, Sté Cashtex et a. / Comptable, chef du service des impôts des particuliers de Paris 1^{er} et 2^e [Vérification des créances fiscales] **alerte 54** [n° 4 – 27 févr.]

Cons. const., **6 févr. 2015**, n° 2014-447 QPC [Plan de continuation - Caution] **alerte 58** [n° 4 – 27 févr.]

Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 3-21.953, M.-M. Alaux / société MCS et associés [Déclaration de créance] **alerte 70** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 13-17.589, B. Djeri / G.-A. Pellier et a. [Dirigeants - Sanctions patrimoniales] **alerte 75** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 13-24.686, société Marina de Talaris / société Mandon, ès qual. : JurisData n° 2015-002350 [Voies de recours] **alerte 80** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 13-24.056, société SBP / R. Chatel-Louroz : JurisData n° 2015-002362 [Cessation des paiements] **alerte 84** [n° 6 – 27 mars]

Cass., **10 févr. 2015**, n° 13-24.659, J.-P. Haik Prost / A. Lebourg et a. : JurisData n° 2015-002274 [Créances antérieures - Déclaration] **alerte 86** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 13-25.221 [Mandataires de justice - Discipline] **alerte 91** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **10 févr. 2015**, n° 13-24.659, J.-P. Haik Prost / A. Lebourg et a. : JurisData n° 2015-002274 [Voies de recours - Tierce opposition] **alerte 113** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. soc., **11 févr. 2015**, n° 13-28.224, R. Di Meglio / AGS CGEA d'Amiens et a. [Salariés] **alerte 73** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-26.931, S. Richer / Caisse nationale RSI : JurisData n° 2015-003003 [Créances antérieures - Arrêt des poursuites individuelles] **alerte 67** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-24.403, SCP Taddei, Ferrari et Funel ès qual. / société Caisse d'Épargne et de prévoyance Côte d'Azur et a. : JurisData n° 2015-002786 [Créances antérieures - Déclaration - Avertissement] **alerte 68** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 14-10.302, M. Massiani ès qual. / J.-H. Blanc : JurisData n° 2015-003048 [Procédure] **alerte 77** [n° 5 – 13 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-27.508, M^{me} A. / Banque Courtois et a. : JurisData n° 2015-003014 [Surenndettement - Personnes éligibles] **alerte 83** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-27.117, D. Cardon ès qual. et a. / E. Thos : JurisData n° 2015-002983 [Créances antérieures - Arrêt des poursuites individuelles - Admission au passif] **alerte 87** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-24.630, J. Maria et a. / B. Maria et a. : JurisData n° 2015-003047 [Dessaisissement - Droits propres] **alerte 88** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 14-10.279, Comité central d'entreprise de la société Goss international et a. / société Goss International France et a. : JurisData n° 2015-003341 [Voies de recours - Appel] **alerte 94** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-27.080, Villa c/ Sté groupe Lactalis et a. : JurisData n° 2015-003017 [Créances antérieures] **alerte 96** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-17.076, Jaunet c/ Sté Natixis lease immo : JurisData n° 2015-003342 [Contrats en cours] **alerte 98** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 13-26.000, B. Hirsch c/ F. Windenberger-Jenner ès qual. et a. : JurisData n° 2015-003006 [Voies de recours - Appel] **alerte 111** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **17 févr. 2015**, n° 14-10.100 et 14-10.109, M. Saouli et a. / G. Pellegrini ès qual. : JurisData n° 2014-018818 [Réalisation de l'actif] **alerte 112** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. 3^e civ., **18 févr. 2015**, n° 14-10.510, Société Saint-Germain 65 c/ E. Benyagoub et a. : JurisData n° 2015-003363 [Contrats en cours - Option du liquidateur] **alerte 89** [n° 6 – 27 mars]

Cass. 2^e civ., **19 févr. 2015**, n° 14-10.268 : JurisData n° 2015-002806 [Surendettement - Appréciation] **alerte 82** [n° 6 – 27 mars]

Cass. 2^e civ., **19 févr. 2015**, n° 13-28.236 : JurisData n° 2015-002798 [Surendettement - Appréciation] **alerte 82** [n° 6 – 27 mars]

Cass. 2^e civ., **19 févr. 2015**, n° 14-11.985, M. Mendes-Graca c/ CRCAM de Paris et d'Île-de-France : JurisData n° 2015-003535 [Codébiteurs solidaires - Déchéance du terme] **alerte 92** [n° 6 – 27 mars]

Mars

Cass. soc., **3 mars 2015**, n° 13-22.411, Société Luc Gomis ès qual. / Société Sraes et a. : JurisData n° 2015-004031 [Créances salariales] **alerte 126** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. soc., **5 mars 2015**, n° 13-26.825, M. Didier Christophe et a. / Association Football Club Grenoble Dauphine [Créances salariales] **alerte 124** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-22.777, société SCICV Beaumont d'Autry c/ société Mitsubishi Electric Europe BV [Procédure - Revendications] **alerte 93** [n° 6 – 27 mars]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-23.424, société Le Boismangé c/ M. Torelli, ès qual. : JurisData n° 2015-005254 [Revendication] **alerte 100** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-21.711 : JurisData n° 2015-005246 [Mandataires de justice - Discipline] **alerte 101** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-28.216, M^{me} Trojet c/ M. Enjambert, ès qual. [Résolution du plan] **alerte 102** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 12-15.505, M^{me} Ribette c/ Selarl Louis et Laurent Hirou, ès qual. : JurisData n° 2015-005248 [Responsabilité pour insuffisance d'actif] **alerte 107** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-25.352, Sociétés SDC et a. / sociétés DMC et a. [Voies de recours - Cassation] **alerte 114** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-27.227, SCP Lages.com c/ M^{me} du Buit, ès qual. et a. [Pouvoir en cassation] **alerte 115** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-21.711 : JurisData n° 2015-005246 [Organes] **alerte 117** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. com., **10 mars 2015**, n° 13-25.352, Sociétés SDC et a. / sociétés DMC et a. [Voies de recours] **alerte 304** [n° 19 – 27 nov.]

CA Aix-en-Provence, **12 mars 2015**, n° 12/15040, SCI SIMODAL c/ SA Société Générale : JurisData n° 2015-005648 [Liquidation judiciaire] **alerte 129** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. soc., **17 mars 2015**, n° 13-26.941, Société HPM c/ M^{me} Marie-Thérèse Battaglia et a. : JurisData n° 2015-005754 [Salariés] **alerte 121** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. soc., **17 mars 2015**, n° 13-26.602 et s., M^{me} Sandrine Boll et a. / Société Cogia et a. [Salariés - Licenciements de la période d'observation] **alerte 136** [n° 9 – 14 mai]

CA Paris, **19 mars 2015**, n° 12/10616, M^{me} Valérie Meltzer-Caron c/ SA CESAR et a. : JurisData n° 2015-006418 [Garantie des salaires] **alerte 122** [n° 8 – 24 avr.]

CA Nancy, ch. 5, **23 mars 2015**, n° RG n° 14/01841 : JurisData n° 2015-007607 [Liquidation judiciaire - Réalisation d'actif] **alerte 141** [n° 9 – 14 mai]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-10.954, société Multari Joseph Gioffredo c/ SCP Taddei-Ferrari-Funel, ès qual. [Instances en cours] **alerte 97** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 13-25.106, Société Dumez Var c/ M. Pellier, ès qualités [Compensation] **alerte 99** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 13-28.458, Sté Bazar c/ SCI Les palmiers [Résolution du plan] **alerte 102** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-11.591, Sté R. Boutin et a. / Sté Crédit industriel de l'Ouest et a. : JurisData n° 2015-006401 [Commissaire à l'exécution du plan] **alerte 103** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-11.376, M. Rouxelin c/ M. Lemée, ès qual. : JurisData n° 2015-006396 [Liquidation judiciaire - Clôture] **alerte 104** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 13-28.155, M. et M^{me} Tahar c/ Sté Financo [Liquidation judiciaire] **alerte 105** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-11.023, SELARL Gauthier Sohm ès qual. / M. Lennart dit Lenny Spangberg : JurisData n° 2015-006424 [Responsabilité pour insuffisance d'actif] **alerte 106** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-50.046, procureur général près la cour d'appel de Caen c/ M. Coligny et a. : JurisData n° 2015-006408 [Interdiction de gérer] **alerte 109** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-11.765, SCI La Rode c/ M. Bor, ès qual. [Avis du ministère public] **alerte 110** [n° 7 – 10 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-15.139, M^{me} Pascale Huille-Eraud ès qual. / M. Jean-Michel de Rocquigny et a. : JurisData n° 2015-006332 [Date de naissance des créances] **alerte 118** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 14-10.175 : JurisData n° 2015-006383 [Déclaration notariée d'insaisissabilité] **alerte 119** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. com., **24 mars 2015**, n° 13-16.076, Banque populaire Bourgogne Franche-Comté c/ C. Hustache : JurisData n° 2015-006320 [Caution] **alerte 139** [n° 9 – 14 mai]

Cass. soc., **25 mars 2015**, n° 13-21.716, Unédic délégation AGS-CGEA Île-de-France Ouest et a. / M. Egidio Abatti et a. : JurisData n° 2015-006340 [Créances salariales] **alerte 123** [n° 8 – 24 avr.]

Cons. const., **29 mars 2015**, n° 2015-459 DC [Greffes des tribunaux de commerce] **alerte 143** [n° 9 – 14 mai]

Cass. soc., **31 mars 2015**, n° 13-21.184, M. Georges Ollivier et a. / AGS Centre Ouest et a. : JurisData n° 2015-006993 [Créances salariales] **alerte 125** [n° 8 – 24 avr.]

Avril

Cass. 1^{re} civ., **1^{er} avr. 2015**, n° 14-14.552, M. Frédéric Torelli ès qual. / Société GFC Construction : JurisData n° 2015-007126 [Liquidation judiciaire] **alerte 127** [n° 8 – 24 avr.]

CE, ss-sect. 4, **3 avr. 2015**, n° 373841, Société Groupe Mécanique Decoupage [GMD] : JurisData n° 2015-007412 [Plan de cession] **alerte 275** [n° 17 – 30 oct.]

CA Caen, ch. civ. 1, **7 avr. 2015**, n° RG n° 13/00063, SCP Angel Hazane ès qual. / syndicat des copropriétaires Résidence Guillaume le conquérant : JurisData n° 2015-008888 [Liquidation judiciaire - Répartitions] **alerte 142** [n° 9 – 14 mai]

Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 13-22.969, M. Christian Manauthon c/ Société Banque Populaire Aquitaine [Caution] **alerte 120** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 13-28.512, M. Joël Olindo c/ Société Taddei Ferrari Funel ès qual. [Action en responsabilité pour insuffisance d'actif] **alerte 130** [n° 8 – 24 avr.]

Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-15.000, 14-15.001, 14-15.002, 14-15.003, 14-15.005 [Saisine d'office] **alerte 133** [n° 9 – 14 mai]

Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-10.676, société KFC audit et conseils c/ A. Géniteau ès qual. et a. [Professions libérales] **alerte 134** [n° 9 – 14 mai]

Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-11.230, société Manneville et a. / société Seminor : JurisData n° 2015-007574 [Admission des créances] **alerte 135** [n° 9 – 14 mai]

Table chronologique de jurisprudence

- Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 13-28.061, société GBD
c/ Société financière Antilles Guyane : JurisData n° 2015-007520 [Plans] **alerte 137** [n° 9 – 14 mai]
- Cass. com., **8 avr. 2015**, n° 14-11.129, Sté Malmezat-Prat, ès qual. et a. c/ Sté Finamur : JurisData n° 2015-007576 [Arrêt des poursuites] **alerte 153** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. soc., **9 avr. 2015**, n° 13-27.185, AGS Paris et a.
c/ société Tagar et a. : JurisData n° 2015-007593 [Salariés - Garantie des salaires] **alerte 140** [n° 9 – 14 mai]
- CJUE, 1^{re} ch., **16 avr. 2015**, n° aff. C-557/13, Lutz :
JurisData n° 2015-010885 [Loi applicable] **alerte 237** [n° 15 – 2 oct.]
- ## Mai
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-11.381, société PN Beton-Neuville c/ M^e Pasquale, ès qual. : JurisData n° 2015-010231 [Cessation des paiements] **alerte 146** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-11.706, Épx Legros
c/ ELARL Grave-Randoux [Cessation des paiements] **alerte 147** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-13.935, M. Tisseyre
c/ M. Leray ès qual. et la MSA [Cessation des paiements] **alerte 147** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-10.631, M^{me} Borie c/ de Moro Giafferi : JurisData n° 2015-010175 [Déclaration de créance] **alerte 148** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-13.213, Sté Saint-Spire Urbain c/ Société générale [Déclaration de créance] **alerte 149** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-15.766, société Socamett
c/ Selarl MJS ès qual. [Déclaration de créance] **alerte 150** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-16.644, Sté Pierre et vacances et a. c/ Sté Immobilier Monceau investissements holding : JurisData n° 2015-009961 [Caution] **alerte 151** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-13.551, MSA Provence Azur c/ M. Julien, ès qual. : JurisData n° 2015-010173 [Nullités de la période suspecte] **alerte 154** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-14.014, société CECPAS Casino de Collioure c/ Société Tahoe et a. [Plan de sauvegarde] **alerte 156** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-17.364, M^{me} Legoupil
c/ M^{me} Dourtressoulle ès qual. [Plan de cession] **alerte 157** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-11.949, Société Aurélie Lecaudey, ès qual. c/ M. Bezé [Réalisation de l'actif] **alerte 158** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-11.815, société Bernard et Nicolas Soinnie, ès qual. c/ M. Gossart [Responsabilité pour insuffisance d'actif] **alerte 159** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-13.300, M. Fourier
c/ M. Delezenne, ès qual. : JurisData n° 2015-010171 [Action en responsabilité pour insuffisance d'actif] **alerte 160** [n° 10 – 5 juin]
- **alerte 161** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-50.035, M. Bidoit, ès qual. de mandataire ad hoc de M. Omarjee c/ consorts Piec : JurisData n° 2015-010167 [Responsabilité du liquidateur] **alerte 162** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-10.817, Sté Evergroup holding et a. c/ T. com. La Rochelle et Av. général : JurisData n° 2015-007529 [Unité de la procédure et suspicion légitime] **alerte 163** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 13-22.603, société Banque CIC Sud-Ouest c/ M. Brenac, ès qual. [Voies de recours] **alerte 164** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-10.913, M. B. et a.
c/ M. Pellegrini ès qual. et a. : JurisData n° 2015-010158 [Associés] **alerte 175** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **5 mai 2015**, n° 14-17.941, Crédit mutuel de Beaufort-en-Vallée c/ Caisse régionale de Crédit agricole mutuel [CRCAM] de l'Anjou et du Maine et a. : JurisData n° 2015-010147 [Répartition] **alerte 179** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **19 mai 2015**, n° 14-10.366, M. Egon c/ Sté Lavomanoir [Contrats en cours] **alerte 152** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **19 mai 2015**, n° 14-11.215, Crédit maritime mutuel Bretagne-Normandie c/ M^{me} N. Ellouet [Nullités de la période suspecte] **alerte 155** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. com., **19 mai 2015**, n° 14-14.395, Sté Dawe pro.
c/ Caisse d'épargne de Lorraine-Champagne-Ardennes [Voies de recours] **alerte 164** [n° 10 – 5 juin]
- Cass. soc., **19 mai 2015**, n° 13-26.669 à 13-26.677,
M^{me} Véronique Thiebaut ès qual. c/ M. Pierre Abdelhadi et a. : JurisData n° 2015-011716 [Plan de cession] **alerte 197** [n° 12 – 10 juill.]
- CE, ss-sect. 4 et 5 réunies, **22 mai 2015**, n° 371061,
Ministre du Travail, Emploi, Formation professionnelle et Dialogue social : JurisData n° 2015-011791 [Liquidation judiciaire] **alerte 277** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. soc., **26 mai 2015**, n° 14-10.579, M. Stéphane Favre c/ M. Guérin ès qual. et a. : JurisData n° 2015-012614 [Créance salariale] **alerte 196** [n° 12 – 10 juill.]
- Cass. soc., **27 mai 2015**, n° 14-11.688, Société Rep international c/ M. Gérard Roussillon : JurisData n° 2015-012468 [Salariés] **alerte 189** [n° 12 – 10 juill.]
- Cass. soc., **27 mai 2015**, n° 14-10.766 à 14-10.771,
14-10.773 à 14-10.774, M. Stéphane Bouvret et a.
c/ société Al-Ko : JurisData n° 2015-012463 [Licenciement économique] **alerte 190** [n° 12 – 10 juill.]
- Cass. soc., **27 mai 2015**, n° 3-26.968 et s., M. Christian Adams et a. c/ M. Philippe Martin, ès qual. et a. :
JurisData n° 2015-012466 [Licenciement économique] **alerte 191** [n° 12 – 10 juill.]
- Cass. soc., **27 mai 2015**, n° 13-26.985 et 13-27.036,
M. Bruno Defontaine et a. c/ M. Philippe Martin ès qual.
et a. : JurisData n° 2015-012467 [Licenciement économique] **alerte 192** [n° 12 – 10 juill.]
- T. com. Caen, **27 mai 2015**, n° RG n° 2015/ 004101
[Plan de redressement - Modification] **alerte 208** [n° 13 – 31 juill.]
- Cass. soc., **28 mai 2015**, n° 14-12.015 et s., société Gauthier-Sohm ès qual. c/ M^{me} Yvonne Aceto et a.
[Licenciement économique] **alerte 194** [n° 12 – 10 juill.]
- Cass. soc., **28 mai 2015**, n° 14-14.508, société Kapa santé c/ M. Philippe Guibon : JurisData n° 2015-012629 [Plan de cession] **alerte 198** [n° 12 – 10 juill.]
- ## Juin
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 12-29.405, M^{me} Dridi
c/ M^{me} Lainé épouse Bonnin : JurisData n° 2015-013210 [Déclaration de créance - Indivision] **alerte 167** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 13-26.815 et 14-11.101,
M^{me} Druz c/ chef de service comptable du service des impôts des entreprises de Paris [Déclaration de créance - Créance litigieuse] **alerte 168** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-11.601, M^{me} Rizzo
c/ trésorerie de Carquefou et a. [Déclaration de créance - Délégation de pouvoir] **alerte 169** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-11.858, Société Université Malar et a. c/ Société Omnium commercial engineering assistance négoce service océans [Avertissement des créanciers - Relevé de forclusion] **alerte 170** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-10.391, Société Banque française commerciale Océan indien c/ Société Transit Pichon de Bury et a. : JurisData n° 2015-013194 [Contestation de créance] **alerte 171** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 13-26.815 et 14-11.101,
M^{me} Druz c/ chef de service comptable du service des impôts des entreprises de Paris [Admission des créances] **alerte 172** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 13-26.815 et 14-11.101,
M^{me} Druz c/ chef de service comptable du service des impôts des entreprises de Paris [Contestation des créances] **alerte 173** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-10.673, MM. Breuer
c/ Société lyonnaise de banque : JurisData n° 2015-013166 [Caution] **alerte 176** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-12.230, M. C. Saulnier,
ès qual. c/ SCI des mousquetaires et a. : JurisData n° 2015-013205 [Réalisation de l'actif - Bien indisponible] **alerte 177** [n° 11 – 26 juin]
- Cass. com., **2 juin 2015**, n° 14-10.383, M. Souchet
c/ société Bernard Beuzebob, ès qual. [Réalisation de l'actif - Déclaration notariée d'insaisissabilité] **alerte 178** [n° 11 – 26 juin]

Cass. com., **2 juin 2015**, n° 13-26.815 et 14-11.101, M^{me} Druz c/ Chef de service comptable du service des impôts des entreprises de Paris [Liquidation judiciaire - Durée]..... **alerte 180 [n° 11 – 26 juin]**

Cass. com., **2 juin 2015**, n° 13-24.125, M. Durigneux c/ société SMJ ès qual. [Liquidation judiciaire - Réouverture]..... **alerte 181 [n° 11 – 26 juin]**

Cass. com., **2 juin 2015**, n° 13-24.714, M. Souchon et a. c/ Société Bank of Scotland : JurisData n° 2015-013215 [Responsabilité du banquier]..... **alerte 199 [n° 12 – 10 juill.]**

Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 14-16.641, Société MJ Lex, ès qual. c/ Société Générale [Voies de recours]..... **alerte 182 [n° 11 – 26 juin]**

Cass. 2^e civ., **4 juin 2015**, n° 14-19.812, M^{me} Pérez épouse Brunet c/ M. Strebler et Strebler ès qual. [Extension de procédure]..... **alerte 183 [n° 11 – 26 juin]**

Cass. com., **6 juin 2015**, n° 14-13.116, Consort Calmon et a. c/ M. Clément [Propriétaire de biens meubles]..... **alerte 174 [n° 11 – 26 juin]**

Cass. soc., **9 juin 2015**, n° 13-26.558 et n° 13-26.566, société ITM entreprises et a. c/ M^{me} Isabelle Empis et a. : JurisData n° 2015-013802 [Co-emploi]..... **alerte 195 [n° 12 – 10 juill.]**

Cass. soc., **10 juin 2015**, n° 14-10.031 à n° 14-10.038, M. Franck Amban et a. c/ M. Vincent de Carrière ès qual. et a. : JurisData n° 2015-013673 [Licenciement économique]..... **alerte 193 [n° 12 – 10 juill.]**

Cass. 1^{re} civ., **10 juin 2015**, n° 14-14.599, société Mary-Laure Gastaud ès qual. c/ M.-J. Ele-Hmaea : JurisData n° 2015-013662 [Périmètre de la procédure - Nouvelle-Calédonie]..... **alerte 205 [n° 13 – 31 juill.]**

CJUE, **11 juin 2015**, n° aff. C-649/13, Comité d'entreprise de Nortel Networks SA [Règlement Insolvabilité]..... **alerte 185 [n° 12 – 10 juill.]**

TGI Valenciennes, **11 juin 2015**, n° 15/00737, M. Thierry Patureau [Qualité du débiteur]..... **alerte 186 [n° 12 – 10 juill.]**

T. com. Valenciennes, ord. juge-com., **12 juin 2015**, n° RG n° 2015/4561 [Plans - Élaboration - Recours à un technicien]..... **alerte 207 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **16 juin 2015**, n° 14-10.187, SCI Marie Christiane c/ M. Bernard Roussel : JurisData n° 2015-014549 [Confusion de patrimoines]..... **alerte 187 [n° 12 – 10 juill.]**

Cass. com., **16 juin 2015**, n° 14-11.190, Société BP Marine Limited c/ Société BTSG, ès qual. et a. : JurisData n° 2015-014568 [Contestation des créances]..... **alerte 188 [n° 12 – 10 juill.]**

Cass. com., **16 juin 2015**, n° 14-13.970, M. Arnaud ès qual. c/ société Netmakers ingénierie : JurisData n° 2015-014531 [Compétence]..... **alerte 213 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **23 juin 2015**, n° 15-40.011 [Clôture de la liquidation judiciaire]..... **alerte 246 [n° 15 – 2 oct.]**

Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 13-27.107, comptable du pôle de recouvrement spécialisé de Vannes c/ Lionel D. et a. : JurisData n° 2015-015338 [Surendettement]..... **alerte 202 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. 2^e civ., **25 juin 2015**, n° 14-17.333, Naziha B. c/ Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail Nord-Picardie [Surendettement - Procédure]..... **alerte 203 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-18.366, D. Cardon ès qual. et a. c/ P. Maria : JurisData n° 2015-016238 [Déclaration de créance - Clause résolutoire]..... **alerte 206 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-14.757, K. Avsar c/ J.-Y. Bermond ès qual. et a. : JurisData n° 2015-016239 [Réalisation de l'actif - Déclaration d'insaisissabilité]..... **alerte 210 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-15.984, société Taddei-Ferrari-Funel ès qual. c/ P. Gaulard et a. : JurisData n° 2015-016104 [Responsabilité pour insuffisance d'actif]..... **alerte 211 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-10.107, P. Ouziel c/ G. Chenevard et a. : JurisData n° 2015-016309 [Voies de recours]..... **alerte 215 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-13.784, Banque du bâtiment et des travaux publics c/ M. Boudaloux et a. : JurisData n° 2015-016142 [Déclaration et admission des créances]..... **alerte 224 [n° 14 – 18 sept.]**

Cass. com., **30 juin 2015**, n° 14-17.649, M. Taddei, ès qual. De M. Rossow et a. c/ C^{ie} financière de Paris management et a. : JurisData n° 2015-016200 [Déclaration de créance - Qualité de créancier - Dissolution de la société]..... **alerte 239 [n° 15 – 2 oct.]**

Juillet

Cass. com., **1^{er} juill. 2015**, n° 15-40.014, A. Tresse et a. c/ procureur de la République de Nantes : JurisData n° 2015-016108 [Faillite personnelle]..... **alerte 212 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. soc., **1^{er} juill. 2015**, n° 14-12.980, R. Petit c/ M.-D. Du Buit ès qual. : JurisData n° 2015-016191 [Salariés - Instances prud'homales en cours]..... **alerte 259 [n° 16 – 16 oct.]**

CA Douai, ch. 2, sect. 1, **2 juill. 2015**, n° 15/02337 : JurisData n° 2015-016931 [Voies de recours]..... **alerte 304 [n° 19 – 27 oct.]**

Cass., **6 juill. 2015**, n° 15005P [Surendettement - Créances protégées]..... **alerte 201 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **7 juill. 2015**, n° 15-40.022, P. Ausman Rehua c/ M. Baud ès qual. [Ouverture des procédures]..... **alerte 204 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **7 juill. 2015**, n° 14-29.360, G. Le Bachelet c/ F. Provin et a. [Plans de redressement - Dirigeants]..... **alerte 209 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **7 juill. 2015**, n° 14-19.771, Société Entreprise Ducler et a. c/ F. Mariotti [Procédure]..... **alerte 214 [n° 13 – 31 juill.]**

Cass. com., **7 juill. 2015**, n° 15-40.022, M. Réhua c/ M. Baud : JurisData n° 2015-017380 [Ouverture de procédure - Sanction]..... **alerte 248 [n° 15 – 2 oct.]**

CA Douai, ch. 1, sect. 1, **16 juill. 2015**, n° 15/01251, S. Depreux ès qual. c/ M.-C. Deleau : JurisData n° 2015-017477 [Compétence]..... **alerte 302 [n° 19 – 27 nov.]**

Août

Cons. const., **5 août 2015**, n° 2015-715 DC [Plan de redressement]..... **alerte 231 [n° 14 – 18 sept.]**

Septembre

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-12.984, M. Yversnault c/ M. E. Nommick et a. [Arrêt des voies d'exécution]..... **alerte 240 [n° 15 – 2 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-13.021, M. Frontil, ès qual. liquidateur de la SCI JCA Hôtellerie c/ Société Michel Petit-Alain Cathala et a. [Sort de la somme consignée]..... **alerte 241 [n° 15 – 2 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 4-14.175 et s., Société Groupe Caille c/ Société Banque de la Réunion et a. [Admission des créances - Montant de la créance admise]..... **alerte 242 [n° 15 – 2 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-15.831, société Patrick Burgard et Nathalie Burgard Le Boulc'h, notaires associés c/ société Accueil : JurisData n° 2015-019903 [Sort de la créance non déclarée]..... **alerte 243 [n° 15 – 2 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-13.273, société Archibald, ès qualités de liquidateur judiciaire de M. Goncalves c/ M. Goncalves et a. [Liquidation judiciaire - Dessaisissement]..... **alerte 245 [n° 15 – 2 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-12.174 [Ouverture de procédure - Sanction]..... **alerte 247 [n° 15 – 2 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-16.771, M^{me} Vinceneux, ès qual. c/ société Kaufman & Broad promotion et a. : JurisData n° 2015-019883 [Créances antérieures - Délai de déclaration]..... **alerte 253 [n° 16 – 16 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-14.175, Société Groupe Caille c/ Société Banque de la Réunion et a. : JurisData n° 2015-019876 [Admission des créances - Arrêt du cours des intérêts]..... **alerte 254 [n° 16 – 16 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-14.192, Épx. Bastard c/ Soc. Concept ingénierie et a. : JurisData n° 2015-019885 [Créances antérieures - Instances en cours - Dessaisissement]..... **alerte 256 [n° 16 – 16 oct.]**

Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-15.183, A. Lara c/ M. Strebler ès qual. : JurisData n° 2015-019880 [Dirigeants - Action en comblement de l'insuffisance d'actif]..... **alerte 260 [n° 16 – 16 oct.]**

Table chronologique de jurisprudence

- Cass. com., **8 sept. 2015**, n° 14-11.393, Société d'expansion du spectacle et a. c/ G. Odetto et a. : JurisData n° 2015-019923 [Voies de recours] **alerte 262** [n° 16 – 16 oct.]
- Cass. 1^{re} civ., **10 sept. 2015**, n° 14-20.917, société Intersol c/ M Kock, ès qual. de liquidateur de la société AMBTP : JurisData n° 2015-019991 [Contrats en cours] **alerte 244** [n° 15 – 2 oct.]
- CA Paris, pôle 5, ch. 8, **15 sept. 2015**, n° 15/05459, J.-M. Smadja c/ SCP Brouard Daude ès qual. et a. [Liquidation judiciaire - Liquidation amiable] **alerte 258** [n° 16 – 16 oct.]
- Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-17.778, SCI 20 rue des Français libres et a. c/ FCT T. Euro : JurisData n° 2015-021087 [Admission des créances - Pouvoir juridictionnel du juge-commissaire] **alerte 255** [n° 16 – 16 oct.]
- Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-15.588, SELARL Perin-Borkowiak : JurisData n° 2015-021084 [Liquidation judiciaire - Appréciation des conditions - Procédure d'appel] **alerte 257** [n° 16 – 16 oct.]
- Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-15.452, société PBSN finances c/ société FHB ès qual. et a. [Procédure] **alerte 261** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-17.377, Serano c/ SA Crédit du Nord : JurisData n° 2015-021014 [Mandat ad hoc] **alerte 264** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. soc., **22 sept. 2015**, n° 14-17.837, M. Marc Lièvre c/ M. Gérard Clauss et a. : JurisData n° 2015-021038 [AGS] **alerte 273** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **22 sept. 2015**, n° 14-16.920, SA Banque populaire Rives de Paris c/ SELARL Gauthier Sohm : JurisData n° 2015-021013 [Plan de sauvegarde] **alerte 274** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. 2^e civ., **24 sept. 2015**, n° 13-20.996 : JurisData n° 2015-021008 [Surendettement - Compétence du juge d'instance] **alerte 250** [n° 16 – 16 oct.]
- Cass. 2^e civ., **24 sept. 2015**, n° 14-21.145 : JurisData n° 2015-021067 [Surendettement - Procédure] **alerte 251** [n° 16 – 16 oct.]
- Cass. 2^e civ., **24 sept. 2015**, n° 14-16.622 : JurisData n° 2015-021169 [Surendettement - Saisie immobilière] **alerte 252** [n° 16 – 16 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-14.705, M. Bernard Roussel ès qual. c/ M. Joël Denis [Confusion des patrimoines] **alerte 265** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-15.619, Société Espace France Cheval c/ M. Hubert Lavallart ès qual. et a. : JurisData n° 2015-021551 [Organes] **alerte 266** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-17.374, Société Des Soupirs c/ M. Hervé Dechrist ès qual. [Administration de l'entreprise] **alerte 267** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-10.026, Société Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de la Réunion c/ Société Pharmacie la Chaloupe et a. : JurisData n° 2015-021593 [Admission des créances] **alerte 268** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-13.257, Société Ateliers de Fontenay-sur Loing [AFL] c/ Société Roma KG et a. : JurisData n° 2015-021547 [Admission des créances] **alerte 269** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-13.258, Société AFL Foessel c/ Société Roma KG et a. [Admission des créances] **alerte 269** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-15.448, M. Philippe Calendini c/ Société Siemens Financial Services et a. [Instance en cours] **alerte 270** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-21.693, M^{me} Christel Paris Bicking c/ Société BNP Paribas Lease : JurisData n° 2015-021591 [Cautions et coobligés] **alerte 271** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-14.727, Caisse de crédit mutuel Nice avenue c/ M^{me} Stéphanie Bienfait ès qual. et a. : JurisData n° 2015-021541 [Plan de cession] **alerte 276** [n° 17 – 30 oct.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-18.979, W. Frank c/ Procureur Général près la Cour d'appel de Colmar : JurisData n° 2015-021543 [Faillite civile - Alsace-Moselle] **alerte 280** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-15.639, M. Jean-Paul Coquereau c/ M^{me} Odile Martin-Touchais ès qual. [Plan de continuation] **alerte 282** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-17.946, M. Jacky Anglade et a. c/ Société Crédit coopératif : JurisData n° 2004-026286 [Plan de cession] **alerte 285** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 13-27.587, société Openfield c/ société EMJ ès qual. et a. : JurisData n° 2015-021539 [Dirigeant-associé] **alerte 287** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 14-18.135, M. Bruno Monni c/ Société Koch & associés ès qual. [Responsabilité pour insuffisance d'actif] **alerte 288** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **29 sept. 2015**, n° 13-26.529, Société établissements Loubat c/ M. Jean-Marie Taddéi et a. [Responsabilité des mandataires] **alerte 290** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. soc., **30 sept. 2015**, n° 13-27.872, M. Pascal Guilbert c/ Société Groupe Hersant média et a. : JurisData n° 2015-021558 [Salariés] **alerte 272** [n° 17 – 30 oct.]
- ## Octobre
- Cons. const., QPC, **7 oct. 2015**, n° 2015-486 : JurisData n° 2015-022142 [Plan de redressement - Dirigeants] **alerte 284** [n° 18 – 13 nov.]
- Cons. const., **7 oct. 2015**, n° 2015-487, QPC : JurisData n° 2015-022147 [Procédure à titre de sanction] **alerte 299** [n° 19 – 27 nov.]
- Cass. 3^e civ., **8 oct. 2015**, n° 14-18.881, société Adam c/ société Boucherie de la République : JurisData n° 2015-022098 [Effets du jugement d'ouverture - Baux commerciaux] **alerte 281** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-14.327, A. Ricciardi c/ Caisse régionale de crédit maritime mutuel La Méditerranée : JurisData n° 2015-022886 [Plan de continuation] **alerte 283** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 11-20.746, N. Edouard c/ Société financière Antilles Guyane : JurisData n° 2015-022863 [Associé] **alerte 286** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-15.755, H. Bochet c/ L. Thoux ès qual. et a. : JurisData n° 2015-023127 [Responsabilité pour insuffisance d'actif] **alerte 289** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-10.664, M. Pellier, ès qual. et a. c/ ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, représentant l'État français : JurisData n° 2015-022871 [Date de naissance de la créance] **alerte 294** [n° 19 – 27 nov.]
- Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-19.734, Banque populaire Côte d'Azur c/ M^{me} Franchioli-Barbier : JurisData n° 2015-022385 [Sort de la caution] **alerte 297** [n° 19 – 27 nov.]
- Cass. com., **13 oct. 2015**, n° 14-11.983, société Theam c/ société Tober et a. [Voies de recours] **alerte 305** [n° 19 – 27 nov.]
- Cass. soc., **14 oct. 2015**, n° 14-14.339, M^{me} X c/ Société Clear Channel France : JurisData n° 2015-022737 [Salariés] **alerte 309** [n° 20 – 18 déc.]
- Cass. soc., **14 oct. 2015**, n° 14-17.224, CHSCT du site d'Auchel de la société Faurecia intérieur industrie c/ SAS Faurecia intérieur industrie : JurisData n° 2015-022734 [Licenciement économique] **alerte 311** [n° 20 – 18 déc.]
- Cass. soc., **14 oct. 2015**, n° 14-17.622, M. Guillaume Moreira c/ M. Jean-Paul Samba ès qual et a. : JurisData n° 2015-022735 [Créance salariale] **alerte 312** [n° 20 – 18 déc.]
- Cass. 2^e civ., **15 oct. 2015**, n° 14-22.395 : JurisData n° 2015-022713 [Surendettement] **alerte 279** [n° 18 – 13 nov.]
- Cass. 2^e civ., **15 oct. 2015**, n° 14-22.236, société Banque populaire occitane c/ O. Benoit ès qual. : JurisData n° 2015-022728 [Voies de recours] **alerte 306** [n° 19 – 27 nov.]
- CE, 4^e et 5^e ss-sect. réunies, **21 oct. 2015**, n° 382633, Délégation unique du personnel de la clinique Vauban et a. : JurisData n° 2015-023393 [Plan de sauvegarde de l'emploi] **alerte 310** [n° 20 – 18 déc.]
- CE, 4^e et 5^e ss-sect. réunies, **21 oct. 2015**, n° 386123, Syndicat CGT SKF Montigny et a. : JurisData n° 2015-023452 [Licenciement économique] **alerte 311** [n° 20 – 18 déc.]
- Cass. soc., **28 oct. 2015**, n° 14-21.319, M. Detlef Stirmann ès qual. c/ M. Dario Leleu et a. : JurisData n° 2015-024099 [Procédure d'insolvabilité] **alerte 313** [n° 20 – 18 déc.]
- Cass. soc., **28 oct. 2015**, n° 14-12.598, M. X c/ Société emballages technologies : JurisData n° 2015-024104 [Plan de cession] **alerte 316** [n° 20 – 18 déc.]

Novembre

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-17.127, M. l'avocat général près la cour d'appel de Paris, agissant en qualité de commissaire du gouvernement auprès de la Commission nationale d'inscription et de discipline des mandataires judiciaires c/ M^{me} Andréa [Dispense d'examen professionnel] **alerte 293 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-16.922, Caisse nationale du régime social des indépendants [RSI] d'Aquitaine c/ M. Manai et société François Legrand, ès qual. [Déclaration de créance] **alerte 295 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-14.554, Sté C. Basse, ès qual. et a. c/ sté Sonatrac [Déclaration de créance] **alerte 296 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-19.191, époux Gitton c/ CRCAM Centre Loire [Plan de redressement et sort de la caution] **alerte 298 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 13-27.497, société Bâtiments commerciaux industriels [BCI], société anonyme c/ M^{me} Julien-Plantevin et a. [Responsabilité de l'avocat] **alerte 300 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-18.433, F-D, M. Verrecchia, ès qual. de liquidateur judiciaire de la société Pharmacie Damm c/ Sté Crédit Lyonnais et a. [Responsabilité des créanciers] **alerte 301 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 13-25.510, Sté Métrologie France et sté FHB en sa qualité d'administrateur judiciaire c/ Sté General Logistics Systems France [GLS] [Qualité à agir] **alerte 303 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-14.170, M^{me} Tevaite Bordes c/ consorts Kalinowski [Voies de recours] **alerte 304 [n° 19 – 27 nov.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 14-26.051 et 15-21.769, Société Bred Banque populaire c/ M. Eric Segond [Cautions et coobligés] **alerte 308 [n° 20 – 18 déc.]**

Cass. com., **3 nov. 2015**, n° 13-26.811, Abbadié c/ SA France Gift : JurisData n° 2015-024505 [Revendications et droits du vendeur de meubles] **alerte 315 [n° 20 – 18 déc.]**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-12.372, M. Henri de Saint Chamaran et M. Marilhac c/ M. Deltour, ès qualités de liquidateur de la société Saint-Loup confection : JurisData n° 2015-025820 [Incessibilité des parts sociales ou actions - Responsabilité des dirigeants] ... **alerte 317 [n° 20 – 18 déc.]**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-17.607 et 14-22.222, M. Joao Aguiar E Melo Dantas c/ M^{me} Anne Deloret ès qual. [Faillite personnelle] **alerte 318 [n° 20 – 18 déc.]**

Cass. com., **17 nov. 2015**, n° 14-16.012, Société Carrefour proximité France c/ Société Perin Borkowiak ès qual. : JurisData n° 2015-025854 [Compétence] **alerte 319 [n° 20 – 18 déc.]**

2014

Décembre

L. n° 2014-1545, **20 déc. 2014**, relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives, art. 23-I, 2° : JO 21 déc. 2014, p. 21647 [Clôture de la liquidation amiable] **alerte 15 [n° 1 – 16 janv.]**

2015

Février

L. n° 2015-177, **16 févr. 2015**, relative à la modernisation et à la simplification du droit et des procédures dans les domaines de la justice et des affaires intérieures : JO 17 févr. 2015, p. 2961 [Mandataires de justice] **alerte 72 [n° 5 – 13 mars]**

D. n° 2015-194, **19 févr. 2015**, relatif au fichier national des interdits de gérer : JO 21 févr. 2015 [Dirigeants - Sanctions professionnelles] **alerte 76 [n° 5 – 13 mars]**

Mai

règl. [UE] n° 2015/848, **25 mai 2015**, relatif aux procédures d'insolvabilité [refonte] : JOUE n° L 141, 5 juin 2015, p. 19 [Procédures d'insolvabilité] **alerte 166 [n° 11 – 26 juin]**

Août

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 61 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Organes] **alerte 217 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 236 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Profession] **alerte 218 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 63 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Profession] **alerte 219 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 65 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Profession] **alerte 220 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 50 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Profession] **alerte 221 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 235 et 237 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Administrateur et mandataire judiciaires] **alerte 222 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 64 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Liquidateur] **alerte 223 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 240 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Créancier gagiste] **alerte 225 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 287 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Salariés] **alerte 226 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 288 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Licenciement économique] **alerte 227 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 290 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Obligation de reclassement] **alerte 228 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 291 et 292 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Plan de sauvegarde de l'emploi] **alerte 229 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 293 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Contrat de sécurisation professionnelle] **alerte 230 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 238, insérant l'article L. 631-19-2 au Code de commerce : JO 7 août 2015, p. 13537 [Plan de redressement] **alerte 231 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 206 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Liquidation judiciaire] **alerte 232 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 239 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Interdiction de gérer] **alerte 233 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 231 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Compétence] **alerte 234 [n° 14 – 18 sept.]**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, art. 233 : JO 7 août 2015, p. 13537 [Compétence] **alerte 235 [n° 14 – 18 sept.]**

D. n° 2015-999, **17 août 2015**, relatif aux procédures judiciaires applicables aux copropriétés en difficulté : JO 18 août 2015, p. 14418 [Décret d'application de la loi « Alur »] **alerte 238 [n° 15 – 2 oct.]**

Octobre

Ord. n° 2015-1287, **15 oct. 2015** : JO 16 oct. 2015 [Mandataires de justice] **alerte 291 [n° 18 – 13 nov.]**

© LexisNexis SA 2015

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "